

# LA COMMUNE DE PARIS

## MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE DE RIVOLI, 16.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12	18
Un an.	24	36

S'adresser pour l'administration au citoyen SOBRIER, directeur-gérant ;  
Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNÉ, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 16. (Affranchir.)

Paris, 7 avril.

6 avril.

En suivant le nombre des votants aux élections de la garde nationale, nous avons vu avec peine le chiffre énorme des manquants à l'appel. Est-ce mauvaise administration ou mauvais vouloir des mairies ? Est-ce négligence ou indifférence des électeurs ? Pour l'un ou l'autre cas, le blâme est acquis.

Si les ouvriers ne sont pas venus apporter leur vote, ils comprendront, sans autre explication, combien cette abstention est préjudiciable. Si l'électorat est un droit, il n'est pas moins un devoir, et s'abstenir de voter c'est manquer à la fois au devoir et au droit. Il y a plus encore : l'absence d'un grand nombre de votants doit amener et amène nécessairement des choix qui ne représentent pas l'opinion véritable du pays. S'il est une espèce de gens ardents à rassembler tous leurs moyens d'action, c'est assurément celle des aspirants aux grades, soit par vanité personnelle, soit en vue d'un intérêt prochain. Tel risque la courbature afin d'obtenir une épaulette, qui ne se dérangera pas s'il faut aller faire partie d'une commission de secours dans laquelle il ne voit nul profit. Les ouvriers qui se rebuient à la vue des difficultés qu'on leur oppose abandonnent à tort leur part de puissance ; l'ennui d'un moment les conduit à l'abdication partielle du souverain qu'ils représentent, chacun pour son vote.

Les réactionnaires se montrent bien plus actifs. Ils ne prennent repos ni trêve avant d'avoir fait tout le possible afin d'assurer leur succès : leur privilège à conserver, le besoin de replacer le peuple dans la condition d'ilotisme dont il sort à peine, décuplent leur force. Un peu de temps bien employé pour eux va peut-être les remettre en possession de ce qu'ils ont perdu ; aussi n'épargnent-ils ni soins ni peines afin de réussir.

Le souvenir de 1830 est-il donc tellement effacé qu'on ne puisse s'en souvenir ? Le peuple, en ce temps, s'endormait avec confiance au bruit doucereusement monotone des hommes qui se vantaient de vouloir tout sauver et qui, en réalité, ne travaillaient que pour eux. La leçon fut bien dure. La bassesse, l'ignominie, la démoralisation suivirent, pendant dix-sept ans, leur œuvre anti-sociale. Il ne fallut rien moins que le canon de février pour éloigner les miasmes putrides, ainsi que fait l'orage quand il purifie l'air.

N'est-il pas temps enfin de mettre un terme à ces oscillations déplorables ? Après avoir bravement conquis son droit, le peuple manquera-t-il de vigueur et de vigilance pour le conserver ? Nous ne saurions l'admettre. La révolution sociale est commencée ; il faut qu'elle s'achève. Plus on y mettra de négligence, plus on fera surgir de brigues et d'obstacles, plus aussi l'effacement sera laborieux. Ceux qui pensent qu'après une commotion si profonde tout va se remettre en place du jour au lendemain, sont des gens ayant peu de vue. On ne retourne pas une société comme un habit. Les habitudes du vieux régime sont trop enracinées pour disparaître en un jour. Il faut donc que le peuple veille et ne se repose qu'après avoir obtenu son entier affranchissement.

Ce devoir est d'autant plus impérieux pour lui, que déjà le relâchement se fait sentir. Au milieu d'une centralisation fortement établie, en vue du salut public, certaines autorités déjà tendent à s'échapper par la tangente et à se constituer une existence en dehors du principe de tout gouvernement républicain. Ainsi la mairie de Paris cherche à créer pour elle une puissance propre. Administration fractionnaire du grand mouvement de la capitale, la mairie de Paris songe à se créer une force armée sous le titre de *gardiens de Paris*. Pourquoi cette création nouvelle ? Qu'on appelle l'hôtel de ville mairie ou préfecture de la Seine, les noms peuvent être différents sans qu'il soit changé rien aux attributions. La mairie de nos jours n'est pas la commune du temps passé, et peut-être y aurait-il grande imprudence à vouloir monter jusque là.

C'est pourquoi nous disons au peuple de se tenir toujours fier et ferme. La condition de salut public est à ce prix. Il le comprendra de reste s'il voit confirmée par la voix générale la nouvelle qui se répand ce soir. On nous rapporte que dans la 12<sup>e</sup> légion, les gardes nationaux étant parvenus à faire nommer capitaine un décoré de Louis-Philippe (décoré en 1848), au lieu d'un républicain bien connu, les vainqueurs ont aussitôt fait entendre le cri de *vice le roi* !

C'est un peu tôt, messieurs, et nous vous le faisons observer afin que vous ne poussiez pas à l'extrême votre petite fureur. Il est bon aussi que le peuple en prenne note, et il le fera, car il a voulu son affranchissement, il le tient, et mal venus seraient les étourneaux qui penseraient qu'ils peuvent se poser sur sa tête comme sur celle d'un mouton.

### GRANDE REVUE DES CANDIDATS.

24 février.

— Citoyen qui êtes monté sur le pavillon de l'Horloge, vous qui devez tout voir, combien sont-ils encore ?  
— J'en compte mille... j'en compte cent, et puis cinquante, et puis vingt, et puis dix...

— Et maintenant ?  
— Maintenant, un qui fuit là-bas, qui disparaît... Ils sont tous abîmés dans leurs caves.

— Alors viens avec moi ; nous allons fonder la République !

— Citoyen qui faites mouvoir le télégraphe sur les plus hautes tours de Paris, vous dont l'œil est habitué à percer les brumes de l'horizon, de grâce, dites-nous, au nord, au sud, à l'occident et au levant, que voyez-vous ?

— Aux quatre coins de la patrie, je vois les ex-conservateurs, les ultra-dynastiques, les carlistes et les philippistes en masse faire irruption de leurs obscurs repaires. Leurs immenses cohortes se mêlent, se croisent, se rangent en bataille. Ils viennent à la curée des places. Trop nombreux pour que mon œil puisse les compter, ils s'éparpillent sur tous les points, ils attaquent simultanément toutes les positions, puis ils s'avancent *majestueusement et en masse*. Le bonnet phrygien enfoncé jusqu'aux yeux, cachés sous les plis d'innombrables drapeaux tricolores, l'habit couvert de cordons et laissant pendiller jusqu'à terre des cordelières de rubans, aux frémissements de la *Marseillaise* : armée hurlante, moutonnante et glapissante, ils courent et montent, montent comme une marée irrésistible ; ils vont submerger ma tour et mon télégraphe, et la France ; et le monde. Majestueuse ascension de la démocratie, voilà la Liberté qui vient prendre possession de son domaine. Miracle des miracles ! la révolution les a convertis. Ils ne demandent pas même à voir, comme saint Thomas ; seulement ils veulent toucher.

— Citoyen, tâche de braquer ton télescope sur les plus rapprochés. Dépeins-moi leurs traits ; nous en reconnaitrons sans doute quelqu'un.

— Malédiction ! ils portent presque tous des masques, et au bout de la manche de leurs habits je vois reluire la pointe d'un couteau espagnol. Les infâmes ! ils veulent assassiner la République. Je cours sonner le tocsin.

— Garde-t'en bien, c'est inutile. Veillons seulement ; il suffira de se montrer pour faire rentrer dans l'ombre ces impudents mangeurs de budget.

— Voilà que j'ai reconnu le citoyen Liadières. A côté de lui caracole, sur un cheval de bataille dérobé aux haras de Napoléon, l'homme de la rue Transnonain, mesurant les distances de son œil myope, et glapissant des ordres à son aide de camp. Plus loin, j'aperçois la Piconnerie prêt à monter sur son chariot de labour et aiguillonnant ses bœufs pour la guerre sainte. Ici, Barrot enfourche son grand danda constitutionnel et galoppe avec Duvergier de Hauranne sur le front des doctrinaires. Derrière eux, je vois des bagages, des cordes, de petits guidons sur lesquels sont écrits deux mots : *Réaction, Fédéralisme*. Suivent les jésuites, les ultramontains. Voici des mouchoirs blancs. Je cours sonner le tocsin.

— Non, pas encore. Fais seulement les signaux que voici. Fort bien. Cela veut dire : *Caveant consules ne quid detrimenti republica capiat*. Français, veillez, la main sur vos fusils et l'œil ouvert. Toi, veilleur de la liberté, dis-moi qui tu vois encore.

— Je vois Lacordaire et Montalembert.  
— Ces noms me suffisent pour aujourd'hui.

### LE CITOYEN MONTALEMBERT.

Le citoyen Montalembert commence par déclarer, comme le citoyen Thiers, qu'il n'a rien à renier de sa vie passée. Nous aimons beaucoup cette précieuse jubilation d'esprit qui caractérise presque toutes les célébrités de l'ancien régime. L'avocat du Sonderbund, n'ayant pas communi grand nombre d'actes politiques, peut plus qu'un autre promener un regard satisfait sur sa vie passée. Remontant aux premières années de Juillet, il y trouve le fameux procès de l'*Avenir* et ses luttes ardentes pour la théocratie. Grand champion de l'ultramontanisme, sa destinée fut fixée dès ce jour-là. Onze ans plus tard il se mit à la tête d'une croisade contre l'Université. Fils des croisés, comme on sait, il mena les évêques de France et les publicistes du clergé contre les impudiques fils de Voltaire. Chemin faisant, il eut à espadonner contre l'électisme. Quoique sa brette fût bénie par le Saint-Père et que son adversaire fût loin d'être redoutable, aucune de ses bottes ne porta, si ce n'est celle qui atteignit le nommé Villemain ; encore a-t-on dit qu'elle était de male-guerre.

Le citoyen Montalembert assure que la liberté fut toujours l'idole de son âme. On n'a pas de peine à le croire quand on se rappelle son furieux plaidoyer contre le radicalisme suisse, qui avait eu l'insolence de vaincre le Sonderbund, malgré l'intercession de la sainte Vierge et les chefs-d'œuvre stratégiques accomplis en cette circonstance par les généraux de la foi, MM. Salis Saglio, Maillardoz et Cocatrix. On n'en doute plus quand on se rappelle en quels termes il a caractérisé les *Girondins* de Lamartine et ceux qu'il a trouvés pour désigner notre glorieuse révolution de 89 et nos merveilleuses propagandes de la République et de l'Empire. Son discours à la chambre des pairs fut l'accomplissement hideux des deux principes que la France repousse de toute l'énergie de son indignation, le juste-milieu et l'ultramontanisme. Le jour où il le prononça, il s'accomplit à la face du monde indigné une espèce de communion monstrueuse dont il fut le grand prêtre. C'est lui qui distribua le pain de mort et de honte à une assemblée de caducités morales et physiques, à un troupeau d'inepties, et cela aux applaudissements de Guizot lui-même et du fils du tyran qui pesait alors de tout son poids sur la France ; c'est lui

qui vomit l'injure contre ce que notre pays a de plus grand et de plus recommandable à la mémoire du siècle, lui qui essaya de ternir de son souffle de sacristain le pur éclat de nos gloires et voulut souiller de son encens ultramontain notre puissante atmosphère française. Et maintenant il demande à coopérer à la fondation de la République ?  
Électeurs, que lui répondrez-vous ?

### LE CITOYEN WEILL ET NON WEIL.

Le citoyen Alexandre Weill s'écrie aujourd'hui : « Et moi aussi, je suis candidat, et moi aussi, je suis peintre ! » Qui s'en serait douté ?

Et là-dessus il énumère ses titres de la manière paradoxale et burlesque que vous savez.

Il en a oublié un et le meilleur de tous, celui de rédacteur du *Corsaire*. Je suis persuadé que les électeurs nous sauront gré de le leur avoir rappelé.

Weill (ne pas confondre avec Weil dont le nom s'écrit avec un seul ; le ce citoyen est un honorable avocat de Stuttgart et n'a rien de commun avec l'Alexandre du *Corsaire*, inappréciable avantage dont on ne saurait trop le féliciter), Weill symbolise au milieu de nous l'union morale de la France et de l'Allemagne ; Weill, c'est Jean Paul doublé de Voltaire, la poésie de Herder unie à la gaminerie parisienne, c'est la coupe taillée moitié dans le feld-spath de l'Erdre-Birge, moitié dans le gypse de Montmartre, coupe pleine de l'eau du Necker parfumée des mousses de la Forêt-Noire et de l'eau d'Arcueil. Cette boisson merveilleuse doit servir un jour à désaltérer les deux peuples. Aujourd'hui il est assez difficile de la sentir, même de la boire ; mais un jour viendra où l'on avalera sans difficulté la médecine. En attendant, Alexandre la distille soigneusement et la transvase d'Allemagne en France, et vice versa, au moyen de ce siphon qu'on nomme le *Corsaire*.

Voici une phrase du grand citoyen : « *Le génie seul est le roi du monde ; la médiocrité n'en est que le tyran !* » Voilà une prétention bien maladroite de s'afficher aussi publiquement. Si les Français n'ont pas d'autre Pisistrate à craindre qu'Alexandre Weill, le triomphe de la démocratie est assuré.

### UN HOMME AVANCÉ.

Un certain citoyen Lacoste, un des plus anciens abonnés du *Mémorial des Pyrénées*, ce qui n'est pas précisément un titre de gloire, fait part à ce journal de la profonde douleur que lui causent les réponses du citoyen Chaho aux interpellations du comité électoral de Pau. Comme on demandait à cet honorable citoyen ce que c'était que Jésus-Christ à ses yeux : *c'était un socialiste*, a-t-il répondu, *un véritable républicain et le plus grand des hommes, pas autre chose*. Cette réponse, dit le citoyen Lacoste, offense toute une population (la ville de Pau), et par la publicité que nous lui donnons toute la France et l'*Univers*, celui de la rue du Vieux-Colombier. Sainte inquisition, qu'êtes-vous devenue ? Je suis surpris que le correspondant du *Mémorial* n'exige pas une amende honorable. Nous proposons aux citoyens Nogué et Landrin, commissaires de la République, de forcer cet insolent candidat à se rendre pieds nus, la hart au col et le cierge à la main, à la chapelle de Betharram. Arrivé là, il sera tenu d'acheter tous les chapelets et crucifix que les missionnaires y ont fait confectionner, et de brûler tous les exemplaires de son journal immoral et philosophique, afin de lui apprendre à parler comme il faut et à ne plus offenser l'immense majorité de la nation. Le citoyen Lacoste lira la sentence, et le *Mémorial* l'enregistrera.

Le département des Basses-Pyrénées ne comptait que 70 candidats à la députation lorsque le citoyen Berdincq a publié l'adresse suivante. Avec cinq ou six autres candidatures, celle de Benjamin Berdincq est celle qui se recommande le plus à nous. Les autres sont le fait de la fatuité, de la médiocrité, de la nullité et du non sens. Nous comptons sur le bon esprit des Pyrénéens pour flétrir d'un énergique mépris ces prétentions éhontées.

### Une nouvelle candidature.

Peuple français ! Digne peuple ! Excellent peuple ! Je n'ai nulle envie ni aucun besoin d'aller te représenter à l'Assemblée constituante ; mais comme je m'aperçois que les candidats sont fort rares, et craignant que cette étoffe vienne à te manquer, je te permets, cher et sublime peuple, de me désigner pour ton représentant à la susdite Assemblée. Par amour pour toi, je risquerai d'aller gagner une ou deux fluxions de poitrine pour faire ou refaire la Constitution ; j'accepterai aussi sans trop de répugnance ces pauvres 25 fr. qu'on promet par jour aux élus. Mais, encore une fois, admirable peuple, je ne veux être ton mandataire qu'autant qu'il te sera impossible d'en trouver d'autre. Cela dit et bien entendu, je te salue, ô peuple, très-fraternellement.

Benjamin BERDINCQ,  
huissier à Pau, rue Neuve, n° 10.  
(Observateur des Pyrénées.)

Le général de brigade Duvivier vient de faire paraître sa profession de foi aux électeurs de la Seine ; nous nous faisons un plaisir de citer ici la fin de ce



manifeste qui nous révèle un véritable et digne représentant du peuple :

« Qui suis-je ? me dira-t-on. — Elève de l'Ecole polytechnique sous l'Empire, je défendais en 1814 Paris contre les coalisés. Successivement jeté depuis comme capitaine de génie en Corse et aux Antilles, en 1830 je prenais part au siège d'Alger. Peu après, passé dans l'infanterie, j'organisais les zouaves; j'organisais les volontaires parisiens avec lesquels nous sauvâmes la retraite dans les gorges du Ténia; Bougie, Constantine pour sa retraite, Guelma, encore Constantine pour sa prise, Blidah, le col de l'Atlas, Médéah me virent successivement combattre et administrer pendant onze ans. Depuis huit années, offensé par les hommes du pouvoir, je me livrais à l'étude. — Le 23 février, au matin, le Gouvernement provisoire acceptait mes services.

J'étais républicain par l'intelligence, par mes vœux; sans inquiétude aucune pour ma patrie, je le serai maintenant par mes actions.

J'offre à mon pays, à mes concitoyens un dévouement absolu, une abnégation individuelle complète. Ma vie entière et mes divers écrits en donnent la mesure. Que tous ceux plus dignes que moi soient élus avant moi; mais si, après eux, quelques choix restent encore à faire pour compléter les rangs de l'Assemblée nationale, mes concitoyens peuvent être certains que sans crainte, sans tergiversation, sans arrière-pensée, je mets à leur service mon expérience, le fruit de mes études, mon opiniâtreté. Je le promets; nul ne peut m'accuser d'avoir jamais menti.

#### DE L'INAMOVIBILITÉ DE LA MAGISTRATURE.

« Un journal avait annoncé que plusieurs magistrats appartenant à la cour de cassation, à la cour d'appel de Paris et au tribunal de la Seine ont été invités à donner leur démission. Le bruit, en effet, en avait couru depuis plusieurs jours au Palais; mais nous avons lieu de croire, dit le rédacteur de la *Gazette des Tribunaux*, qu'il n'est pas dans l'intention du Gouvernement de provoquer, comme on le dit, par des voies officieuses la démission des magistrats dont il s'agit, pas plus qu'il n'entend devancer, en portant atteinte au principe de l'inamovibilité, les mesures de réorganisation sur lesquelles l'Assemblée nationale aura prochainement à statuer.

« S'il est vrai que quelques démissions ont été données ou vont l'être, elles doivent donc être considérées comme spontanées. »

Le journal privilégié des annonces judiciaires pourrait fort bien se tromper s'il croit que la révolution de 1848 ne doit pas révolutionner la magistrature. Elle a besoin d'être épurée. Tous les magistrats le comprennent, ils s'y attendent, et il y a lieu de penser que leur attente ne sera pas trompée. Ecoutez notre frère le citoyen Thoré dans sa *Vraie République*; il pose ces questions au Gouvernement :

« Est-ce que M. Barthe est toujours président de la cour des comptes ?

« M. d'Argout, directeur de la Banque ?

« M. Delaborde, conservateur des antiques ?

« M. Dupin, procureur général de la République ?

« M. Séguier, président de la cour d'appel ? etc., etc.

« On cite un très-joli mot de M. Séguier à je ne sais quel courtisan qui voulait lui faire entendre de donner sa démission afin de faciliter un tripotage ministériel :

« Je suis magistrat depuis 1808, répondit le citoyen Séguier. Quand Louis-Philippe abdiquera, j'abdiquerai. »

« Louis-Philippe a abdiqué, — trop tard, — au moment où le peuple proclamait la République.

« Que M. Séguier et les autres abdiquent donc ! Il n'est pas trop tôt. »

#### DONS PATRIOTIQUES.

Souscription nationale des officiers retraités ouverte dans les bureaux du journal la Commune de Paris, rue de Rivoli, 16.

Les citoyens Théodore de Moline, capitaine d'infanterie en retraite, 5 fr.

Edgard Montfleury, rue de la Corderie-Saint-Honoré, 40 fr.

Nous nous empressons d'insérer la proposition suivante. Nous ne doutons pas que le ministre de la guerre n'approuve à cette bonne inspiration :

« Monsieur le rédacteur,

« On fait un emprunt national; c'est appeler tous les bons citoyens à y coopérer; il n'y a que ceux qui peuvent disposer de 500 fr. qui aient ce privilège, et les privilèges sont abolis.

« Je demande que l'armée soit mise à même d'apporter son offrande, son denier, et que le ministre de la guerre autorise chaque régiment à se cotiser pour prendre une ou plusieurs actions, dont l'intérêt serait acquis au vieux soldat que, tous les ans, tous ses camarades désigneraient comme le plus digne.

« Le patriotisme de l'armée ne fera pas défaut à cet appel, croyez-le bien. Je ferai, pour mon compte, l'avance de mes trois chevrons pendant un an.

« Un maréchal-des-logis. »

#### URGENCE DE POURVOIR IMMÉDIATEMENT

##### AUX EMPLOIS VACANTS DANS LES CORPS.

Sous ce titre, la *Sentinelles de l'armée* publie une adresse à l'armée qui émane d'une des principales garnisons de la France; elle est couverte des signatures des sous-officiers de quatre corps d'armes différentes. La *Commune de Paris* publiait hier le manifeste du Comité révolutionnaire, Club des clubs, des corporations d'ouvriers et de la garde nationale mobile, qui invitait ses frères à venir prendre la place qui leur est réservée au sein de cette assemblée formée des éléments populaires; c'était répondre aux vœux exprimés dans le manifeste suivant : « Tout ce qui intéresse l'armée intéresse le peuple. Frères, officiers, sous-officiers, soldats, peuple, doivent unir leurs efforts pour assurer le salut public, la République. »

Nous publions l'adresse à l'armée :

« Officiers, sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats de terre et de mer.

« Nous venons, au nom du grand principe de fraternité, principe qui renferme en soi ceux de liberté, d'égalité; au nom de votre titre de citoyen, au nom de votre qualité d'homme, au nom de l'humanité, au nom de l'homogénéité si désirable dans toute grande famille et dans toute corporation; nous venons, disons-nous, soumettre à votre jugement les propositions suivantes :

« 1<sup>re</sup> Abolition de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr.

« 2<sup>de</sup> Abolition du remplacement;

« 3<sup>de</sup> L'avancement donné à l'ancienneté en temps de paix, aux actions d'éclat, au mérite et à l'ancienneté en temps de guerre.

« Persuadez-vous bien, ô nos frères d'armes, que tant que Saint-Cyr ne sera pas aboli, ainsi que le remplacement, et que l'avancement ne sera pas donné à l'ancienneté en temps de paix, aux actions d'éclat, au mérite et à l'ancienneté en temps de guerre, les grands principes de liberté, d'égalité et de fraternité seront des mots vides de sens pour l'armée, et que jamais il n'y aura d'homogénéité parmi nous...

« Enfants d'une même patrie, nous devons tous être élevés à la même école; nous devons tous être façonnés par les mêmes mains; nos seules écoles sont les écoles régimentaires, et nos professeurs doivent être pris parmi nous et non hors de nous.

« Union et foi ! et l'armée sera sauvée, et l'armée renaitra d'elle-même !

« Citoyens, jadis noblesse obligeait : aujourd'hui la liberté, l'égalité et la fraternité commandent !... »

Suivent les signatures des sous-officiers de quatre régiments.

Le citoyen Dudouit, avocat à Coutances, vient d'adresser au préfet, au nom des républicains de cette ville, 500 fr. pour les républicains blessés dans les journées de février.

Il est remarquable que les plus pauvres sont toujours ceux qui se présentent les premiers au secours de leurs frères. On est forcé de reconnaître dans ce fait si souvent répété l'habitude si longtemps entretenue par le régime monarchique. D'un côté le riche privilégié ne donnant rien et prenant le plus qu'il peut; de l'autre, le prolétaire toujours payant, toujours foulé, saigné à blanc, et ne manquant jamais à prendre sur son nécessaire pour venir en aide au frère qui souffre.

C'est un enseignement de haute portée, et nous engageons tout le monde, prolétaires et privilégiés, à le méditer profondément.

Une députation des Invalides s'est présentée aujourd'hui au siège de la commission centrale des dons et offrandes à la patrie, au palais de l'Élysée national; elle a remis entre les mains du citoyen Béranger, vice-président, la somme de 1,959 fr. 53 c.

Le colonel A. Simon, major de l'hôtel, a prononcé les paroles suivantes :

« Citoyens,

« Les militaires invalides et leur état-major, en grande partie soldats de la République et de l'Empire, qui depuis longtemps ont payé leur dette à la patrie en versant pour elle leur sang sur tous les champs de bataille, désirent, dans les circonstances où nous nous trouvons, donner un nouveau témoignage de leurs sentiments patriotiques en vous priant d'accepter, pour la République, la modeste offrande qu'ils viennent vous présenter avec la plus vive et la plus franche cordialité.

« Les militaires invalides ici présents, au nom de l'immense majorité de leurs frères d'armes, saisissent avec empressement cette occasion de protester hautement contre les actes d'insubordination de quelques-uns envers le brave général Petit dans la journée du 25 mars. Ils ne désirent que les occasions de prouver qu'ils n'ont pas cessé et ne cesseront jamais d'être pénétrés des sentiments de l'honneur et de la discipline militaire aussi bien que des devoirs de citoyen.

« Vive la République ! »

Après la réponse d'un membre de la commission, les braves militaires invalides se sont retirés aux cris de *vive la République* !

— Les pauvres habitants de la commune de Latombe (Seine-et-Marne) ont versé pour les orphelins dont les parents ont succombé dans les mémorables journées de février une somme de 27 fr., produit d'une quête faite par le curé pendant la messe.

#### COMITÉ DE DÉFENSE.

Le ministre de la marine s'occupe, dit-on, activement des mesures tendant à résoudre la question de la défense du littoral français; deux inspecteurs partageraient pour fixer le Gouvernement sur la statistique des côtes depuis Dunkerque jusqu'à Cherbourg.

— Outre l'armée principale des Alpes, deux corps d'observation doivent être immédiatement réunis : l'un, de 45 à 48,000 hommes, sur la frontière des Pyrénées; l'autre, de 5,000 hommes seulement, sur la frontière du Nord.

— Les fonds demandés au gouvernement par M. le général Duvivier pour l'habillement des bataillons de la garde mobile de Paris viennent d'être enfin mis à sa disposition. Les marchés ont été aussitôt passés, et on nous assure que d'ici à huit jours une grande partie de la garde mobile sera armée, équipée et habillée. On ne doute pas que cette mesure n'influe puissamment sur les enrôlements et ne porte en peu de temps l'effectif de cette garde de 45 à 21,000 hommes.

L'intention du Gouvernement, en cas de guerre, est de diriger le tiers au moins de ces bataillons sur l'armée active.

#### SITUATION DE LA BANQUE.

Le *Moniteur* publie l'état de la situation de la banque de France au 6 avril au soir.

Voici les différences qu'il présente avec celui du 30 mars :

Le numéraire à la banque avait diminué de 2,600,000 fr.; il s'élevait encore à 55,452,367 fr. 30 c. Le numéraire dans les comptoirs avait aussi diminué de 3,600,000 fr.; il formait une somme de 45,402,380 fr.

La circulation avait à peine varié; les billets de la banque s'élevaient à 285,593,400 fr., et ceux des comptoirs à 15,126,750 fr.

Le portefeuille des effets sur Paris était réduit de plus de 27 millions; il ne comptait plus que 218,534,999 fr. d'effets, y compris 35,853,822 fr. provenant des comptoirs.

Le portefeuille des comptoirs s'était au contraire augmenté de 2,300,000 fr.; il comptait 57,141,538 fr. d'effets.

Le crédit du compte courant du trésor a diminué de 9 millions, il n'est plus que de 49,531,669 fr.; il y a aussi une diminution de plus de 10 millions sur les crédits des comptes-courants, qui s'élèvent à 65,454,413 francs.

Enfin, nous remarquons que les effets en souffrance forment une somme de 7,145,379 fr. 50 c.; ils s'élevaient à 2,963,821 fr. au 30 mars.

L'attention la plus soutenue, quand il s'agit des nouvelles touchant les personnes, est une qualité indispensable du journaliste. Une légèreté peut souvent produire des résultats fort regrettables. La lettre suivante en fournit la preuve :

« Monsieur le rédacteur,

« J'ai réclamé dans le journal la *Liberté* contre des bruits absurdes que cette feuille avait accueillis. Ma lettre renfermait cette phrase : « Il me semble, en présence de mon démenti si formel, que la *Presse* de... »

« L'imprimeur de la *Liberté* a substitué, de son autorité privée, au mot la *Presse* ces mots : le préfet. Cette erreur typographique fort étrange constituait une attaque directe de ma part contre M. le préfet de police, auquel je ne songeais guère.

« Va-t-il devenir définitivement de mode de me prêter des discours imaginaires ? Occupé de repousser l'attaque calomnieuse dirigée contre moi par des ennemis sans pudeur, je ne puis que protester d'avance contre toutes les billevesées dont il plait aux journaux d'enrichir leurs colonnes.

« L.-A. BLANQUI.

« 6 avril 1848. »

Ainsi, une *erreur typographique*, comme le dit l'auteur de la lettre, fait coup double de calomnie, d'abord contre le préfet de police, qui, par la substitution d'un mot à un autre, se voit accusé de violer les lois de la justice et de l'égalité, ensuite contre le citoyen L.-A. Blanqui, qu'on charge gratuitement d'une démarche qu'il n'a pas faite, et qui, si on eût cru à la version de la *Liberté*, portait atteinte au caractère de l'homme.

Une erreur semblable, dans un tel cas, est bien autrement dommageable qu'un sophisme ou une ruperie. La *Liberté* n'a pas eu d'intention mauvaise, nous voulons le croire; mais il est triste de voir surgir de pareilles étourderies au milieu d'un débat si grave.

#### ELECTIONS DE LA GARDE NATIONALE.

##### Banlieue.

Des citoyens d'un patriotisme éprouvé, ennemis du système de corruption qui régnait sous l'ex-roi, nous signalent un fait grave, qui a donné lieu à une protestation. Le sieur D..., ami du maire d'une des communes de la banlieue, a été vu distribuant de l'argent aux électeurs pour les engager à voter pour les candidats qu'il portait. Nous déclarons au sieur D... que ses manœuvres, flétries par l'opinion publique, donneront lieu à une enquête.

On nous adresse la note suivante :

« La réaction devient audacieuse. Dans la 2<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> bataillon de la 12<sup>e</sup> légion, le citoyen Adam, condamné politique, était porté comme candidat au grade de capitaine en premier en concurrence de monsieur Dessouches, décoré par Louis-Philippe au mois de janvier 1848. Le candidat républicain ayant échoué, le triomphe du crucifié de Louis-Philippe a été salué par le cri de : *Vive le roi* ! »

Les menées réactionnaires nous sont connues. Le fait signalé plus haut est grave sans doute, mais bien moins encore que la trahison latente que l'on organise en lieu plus haut. Un seul mot nous reste à dire à tous ces coryphées de l'ancien régime, enfants perdus ou diplomates retors. Ce mot, le voici. Ce n'est pas à partir d'aujourd'hui que les plus couards au moment du danger se montrent audacieux et insolents à mesure qu'ils s'éloignent. Il ne s'agit pas de cœur, en pareil cas, mais seulement de simple bon sens. Est-ce que ces gens-là s'imaginent qu'un silence dédaigneux suppose nécessairement la bonhomie aveugle ou l'ignorance des faits ? S'ils ont cette opinion, ils feront bien de l'abandonner. Tel chiffon de papier que l'on peut croire détruit à quelquefois plus de puissance qu'un boulet de canon.

Quant aux séducteurs qui ont osé proférer le cri de *Vive le roi*, nous demandons une enquête immédiate, et si le fait est prouvé, la punition exemplaire de ces vauriens soldés qui pensent que moyennant une pièce de cent sous, il leur est permis d'exciter la guerre civile.

Le citoyen Fouché, conseiller à la cour d'appel, a trouvé tout l'appui possible auprès de l'autorité quand il s'est agi de la punition des incendiaires; qu'il recommence son action honorable contre les provocateurs stipendiés : il acquerra un titre de plus à l'estime des hommes de bien.

Hier a eu lieu la première représentation nationale gratuite. Le peuple a applaudi avec chaleur les puissants vers de Corneille, admirablement interprétés par le talent prestigieux de Rachel. Après les émotions tragiques des *Horaces*, sont venus les transports de gaité, l'hilarité enthousiaste causée par le *Malade imaginaire*. Corneille ! Molière ! les deux géants de la scène française, venant après deux cents ans d'attente départir au peuple, au vrai peuple, les dons inépuisables de leur génie. Il y a tout un monde dans ce rapprochement trop longtemps souhaité. Ainsi la pensée du grand homme vient se retremper à la source vive d'où coule la vraie vie. Admirable hyménée de l'âme d'un seul et de l'âme de tous ! Quels en seront les résultats merveilleux ? Nul n'oserait le dire. L'esprit se perd dans la majesté des aperçus infinis que l'on découvre de ce foyer de convergence.

Quant à l'hymne qui a suivi l'interprétation de ces

chefs-d'œuvre  
l'insistant  
il nous  
se relève  
leurs pe  
Dieu noi  
nité ou  
cipes qu  
core ouy

Le Bu  
du 28 m

« Le G

« Com

publique

prise sui

donné d

dre,

« De

« 1<sup>er</sup> Il

ce, une

des cito

« 2<sup>o</sup> C

piéd et c

« 3<sup>o</sup> C

connus

glé par l

procher

vrier. »

Le Go

Consid

sent sur

devoir d

Consid

autres ci

Sur la

D

Art. 1<sup>er</sup>

de la pré

salaires,

budget,

sommes

ront ass

mément

Séri

des cla

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

Art. 2

aux arm

de chef

des corr

pension

Art. 3

taires p

marine

par l'ar

COM

Nouvea

du tri

trava

Mes

mon lit

hasard

voire in

Votre

connait

nationa

Il im

les idé

sans vi

franchi

L'Ass

Quelles

Dans q

Voilà d

vous e

mon co

viens u

vous, e

commu

Il y a

commis

travail

veillant

en ce q

Eh b

manière

nes, il

de le d

afin qu

homme

Depu

travai

des do

et pas

mentab

société

Ainsi

par l'at

tion du

tôt à 1

mais e

l'inévit

partis e



t de plus  
4,999 fr.  
s comp-  
contraire  
1,538 fr.  
minué de  
; il y a  
s sur les  
4,454,413

uffrance  
ils s'éle-

agit des  
alité in-  
souvent  
titre sui-

ntre des  
llis. Ma  
en pré-  
resse de-  
n débat

son au-  
et. Cette  
une at-  
police,

me pré-  
pousser  
s enue-  
l'avance  
urnaux

iqui.

lit l'au-  
d'abord  
on d'un  
s de la  
L. A.  
marche  
sion de  
me.  
ien au-  
ouerie.  
s vou-  
de pa-  
e.

mis du  
, nous  
protes-  
com-  
argent  
candi-  
que don-

ompa-  
Adam,  
at au  
ce de  
pe au  
ayant  
à été

es. Le  
bien  
orga-  
à dire  
s per-  
n'est  
un mo-  
nis à  
n pa-  
est-ce  
neux  
u l'i-  
eront  
l'on  
ance

ri de  
iate,  
ces  
pièce  
e ci-

el, a  
mand  
l re-  
voca-  
time

onale  
pui-  
s par  
tra-  
alié,  
aire.  
ran-  
rtir  
s de  
che-  
du

d'ou  
l'un  
lats  
dans  
ce

ces

chefs-d'œuvre scéniques, en parler serait superflu. A l'instant où le tocsin retentit sur le couplet suprême, il nous a semblé voir les grands morts de la révolution se relever du fond de leurs tombes pour montrer à leurs petits fils les pacifiques horizons où l'esprit de Dieu nous appelle, et les champs d'amour et de fraternité où nous recueillerons la moisson des grands principes qu'ils ont semés par le monde dans le sillon encore ouvert des batailles.

## Actes officiels.

Le Bulletin des lois publie le décret suivant, en date du 28 mars :

« Le Gouvernement provisoire,

« Considérant qu'il importe de créer, pour la sûreté publique de la capitale, une institution démocratique prise surtout parmi les combattants de février, qui ont donné de si nobles témoignages de leur amour de l'ordre,

« Décrète :

« 1<sup>er</sup> Il sera établi, sous les ordres du préfet de police, une garde civique destinée à protéger la sécurité des citoyens.

« 2<sup>e</sup> Cette garde sera composée de 1,500 hommes à pied et de 500 hommes à cheval.

« 3<sup>e</sup> Cette garde sera recrutée parmi les citoyens connus pour leur patriotisme. Leur costume sera réglé par le ministre de l'intérieur, de manière à se rapprocher le plus possible du costume ordinaire de l'ouvrier. »

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que les nécessités impérieuses qui pèsent sur la République imposent à tous les citoyens le devoir des sacrifices;

Considérant que les serviteurs de l'État doivent aux autres citoyens l'exemple du dévouement à la patrie;

Sur la proposition du ministre des finances,

Décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. A compter du 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 31 décembre de la présente année, tous traitements, appointements, salaires, pensions et dotations, payés sur les fonds du budget de l'État, et toutes remises accordées sur les sommes reçues ou payées pour le compte de l'État, seront assujettis à une retenue proportionnelle, conformément au tarif ci-après :

Série des classes.	Classe des traitements.	Centimes de retenue.
1	de 2,001 à 2,500	4
2	de 2,501 à 3,000	5
3	de 3,001 à 4,000	8
4	de 4,001 à 5,000	10
5	de 5,001 à 6,000	12
6	de 6,001 à 7,000	15
7	de 7,001 à 8,000	15
8	de 8,001 à 9,000	16
9	de 9,001 à 10,000	18
10	de 10,001 à 15,000	20
11	de 15,001 à 18,000	25
12	de 18,001 à 20,000	25
13	de 20,001 à 25,000	28
14	de 25,001 et au-dessus	30

Art. 2. La présente disposition n'est point applicable aux armées actives de terre et de mer jusqu'au grade de chef de bataillon et de capitaine de corvette, et grades correspondants exclusivement, ni aux traitements, pensions et dotations au-dessous de 2,000 fr.

Art. 3. Les retenues faites sur les traitements militaires pour les caisses des invalides de terre et de la marine sont comprises dans celles qui ont été fixées par l'article précédent.

## COMMISSION DE GOUVERNEMENT POUR LES TRAVAILLEURS.

Nouveau discours de M. Louis Blanc, sur l'organisation du travail, devant l'assemblée générale des délégués des travailleurs.

Séance du 3 avril 1848.

Mes amis, j'ai passé une partie de la journée dans mon lit; je suis très-fatigué; je suis malade. Si par hasard mes forces trahissaient ma volonté, je réclame votre indulgence.

Votre grande préoccupation, en ce moment, est de connaître les hommes qui, dans la future Assemblée nationale, défendront le mieux les intérêts du peuple.

Il importe donc que vous fixiez votre attention sur les idées les plus propres à amener, sans secousses, sans violences, mais d'une manière certaine, votre affranchissement.

L'Assemblée nationale, dans un mois, sera réunie. Quelles questions seront portées alors à la tribune? Dans quel sens faudra-t-il qu'elles soient résolues? Voilà de quoi je désire m'entretenir avec vous. Je viens vous exposer franchement, dans toute la sincérité de mon cœur, les idées que je crois les plus fécondes; je viens me mettre en communion de sentiments avec vous, et savoir si nous pensons, si nous sentons en commun.

Il y a quelques jours, nous avons agité devant la commission permanente un projet d'organisation du travail qui a été travesti par des interprétations malveillantes et des commentaires intéressés, notamment en ce qui touche le principe de l'égalité des salaires.

Eh bien! le système que nous avons exposé d'une manière sommaire devant trente ou quarante personnes, il s'agit aujourd'hui pour nous de le reprendre, de le développer devant les délégués des travailleurs, afin que par eux il arrive, dans sa vérité, à tous les hommes du peuple.

Depuis que la Commission de gouvernement pour les travailleurs est installée, elle a vu passer sous ses yeux des douleurs dont le spectacle l'a presque épouvantée; et pas une de ces douleurs qui ne soit le résultat lamentable mais forcé de la constitution actuelle de la société!

Ainsi donc, c'est au salut de la société tout entière, par l'affranchissement des travailleurs et la fécondation du travail, que l'Assemblée nationale aura bientôt à pourvoir. La question est difficile à résoudre; mais elle s'impose à nous comme la grande, comme l'inévitable nécessité des temps modernes. (De toutes parts et avec émotion : Oui! oui!) J'en suis, pour ma

part, tellement convaincu, que depuis longtemps j'ai pris envers moi-même l'engagement de ne pas dérober un jour à ces études orageuses, et l'engagement je le tiendrai, dussé-je mourir avant la solution du problème!

(Plusieurs délégués se levant et tendant la main : Et nous aussi.)

Le principe sur lequel repose la société d'aujourd'hui, c'est celui de l'isolement, de l'antagonisme, c'est la concurrence. Voyons un peu ce qu'un semblable principe peut porter dans ses flancs.

La concurrence, c'est, je le dis tout d'abord, c'est l'enfantement perpétuel et progressif de la misère. Et en effet, au lieu d'associer les forces de manière à leur faire produire leur résultat le plus utile, la concurrence les met perpétuellement en état de lutte; elle les anéantit réciproquement elle les détruit les unes par les autres. De quoi se composent aujourd'hui, je le demande, les bénéfices de tout atelier? N'est-ce pas de la ruine de maint atelier rival? Quand une boutique prospère, n'est-ce point parce qu'elle est parvenue à arracher, comme une proie, l'achalandage des boutiques voisines? (Bravo! bravo!) Que de fortunes uniquement formées de débris! Et de combien de larmes ne se compose pas, souvent, le bonheur de ceux qu'on appelle les heureux! (Vifs applaudissements.) Or, est-ce une société véritable que celle qui est constituée de telle sorte, que la prospérité des uns corresponde fatalement aux souffrances des autres? Est-ce un principe d'ordre, de conservation, de richesse, que celui qui fait de la société un amalgame désordonné de forces, dont les unes ne triomphent que par l'incessante destruction des forces opposées? (Des divers côtés de la salle : Oui! oui! vous avez raison!) Je vous remercie de cette interruption sympathique; car, contre toutes les attaques qui servent de récompense à ceux qui, par dévouement à la chose publique, affrontent tant de fatigues et de périls, contre ces attaques, de jour en jour plus envenimées, votre adhésion nous est un rempart, et il nous est doux de trouver appui dans vos cœurs. (Marques unanimes d'assentiment.)

La concurrence est une cause d'appauvrissement général, parce qu'elle entraîne une déperdition de travail humain, immense et continue; parce que chaque jour, à chaque heure, sur chaque point du sol, elle révèle son empire par l'anéantissement de quelque industrie vaincue, c'est-à-dire par l'anéantissement des capitaux, des matières premières, du travail, du temps, employés par cette industrie. Eh bien! je n'hésite pas à affirmer que la masse de richesses ainsi dévorées est tellement considérable, que quiconque la pourrait mesurer d'un coup d'œil reculerait d'effroi. (Bravo!)

La concurrence est une cause d'appauvrissement général, parce qu'elle livre la société au gouvernement grossier du hasard. Est-il, sous ce régime, un seul producteur, un seul travailleur, qui ne dépende pas d'un atelier lointain qui se ferme, d'une faillite qui éclate, d'une machine tout à coup découverte et mise au service exclusif d'un rival? Est-il un seul producteur, un seul travailleur, à qui sa bonne conduite, sa prévoyance, sa sagesse, soient de sûres garanties contre l'effet d'une crise industrielle? La concurrence force la production à se développer dans les ténèbres, à l'aventure, en vue de consommateurs hypothétiques et de marchés inconnus. De là un désordre inexprimable; de là impossibilité absolue d'établir entre la production et la consommation cet équilibre d'où sort la richesse.

Aussi que voyons-nous? A côté de telle industrie qui regorge de bras, telle autre en appelle vainement. A côté de tel marché qui reste désert, tel autre se montre déplorablement engorgé. C'est l'impuissance dans la confusion, c'est la pauvreté par le chaos. Et quelle sécurité possible dans un semblable régime? Quand j'aurai dit que la concurrence réduit l'industrie à n'être plus qu'une loterie meurtrière, osera-t-on me répondre, comme les économistes anglais : « Tant pis pour celui qui tire un billet perdant! » Où l'anarchie est installée, tenez pour certain qu'il y a ruine, et que la ruine éclatera tôt ou tard, dans un an, dans deux ans, à un jour donné, qui sera, par exemple, le 24 février 1848. (Applaudissements prolongés.) Grande leçon, qui prouve que nul moyen n'existe d'échapper à cette invincible loi de la solidarité humaine! Leçon terrible qui crie aux hommes : « Vous n'avez pas voulu de la solidarité dans le bonheur; vous la subirez dans les désastres! » (Energiques et unanimes applaudissements.)

La concurrence est une cause d'appauvrissement général, parce qu'elle rend nécessaire une foule d'être parasites qui ne vivent que du désordre qu'elle crée. Si la société était fondée sur ce principe de fraternité qui, je le proclame bien haut, est la vraie source de la richesse, où serait la nécessité de tant de fonctions qui, aujourd'hui, ne consistent qu'à régler les débats, qu'à terminer les discussions, qu'à couper court aux querelles et aux haines, engendrées par la séparation des intérêts? Imaginez des milliers d'hommes sans cesse occupés à reconstruire un mur que des milliers d'hommes sont sans cesse occupés à abattre; voilà l'image de l'activité sociale, telle que la concurrence la détermine. (C'est vrai!)

Epuisons cette démonstration. La concurrence est une cause d'appauvrissement général, parce que, loin de tendre à universaliser l'application des découvertes du génie, elle les renferme dans le cercle du monopole et souvent même les transforme en agents de destruction. Ainsi, que, dans le régime de concurrence, une machine soit inventée, profitera-t-elle à tous, à tous sans exception? Non, vous le savez bien. Ce sera une machine avec laquelle l'inventeur breveté écrasera ses concurrents et cassera les bras à des légions d'ouvriers. Laissez-moi vous présenter ici une comparaison saisissante. Supposez pour un moment que le génie de l'homme se soit élevé, dans la région des découvertes, à une telle hauteur, que tout le travail humain puisse être remplacé par l'action des machines, et voyons ce qui en résulterait dans le système d'association d'abord, puis dans le système actuel, la concurrence.

Dans le premier de ces deux systèmes, qui par sa nature exclut tout privilège, tout monopole, tout brevet d'invention, et répartit entre tous la richesse, il est évident que la substitution générale des machines au travail humain n'aurait qu'un résultat, celui de permettre à tous les hommes le repos du corps, en remplaçant, à leur profit, le labeur manuel par la culture de l'intelligence, par le développement des hautes études, par la pratique de plus en plus perfectionnée de ce qui tient à l'imagination, aux arts, à la poésie. Dans le système de concurrence, au contraire, qui livre chacun à ses propres forces et dont l'étendard porte ces sauvages devises : *au plus habile, au plus riche le succès! Malheur aux vaincus!* dans le système de la concurrence, qui fait de toute découverte la propriété exclusive d'un seul ou de quelques-uns, qu'arriverait-il si l'on parvenait à inventer assez de machines pour rendre tout le travail humain superflu? Ce qui arriverait? Je frémis de le penser : les trois quarts de la population mourraient de faim. (Sensation profonde.) Comprenez-vous bien la portée d'un tel rapprochement? (Oui! oui! oui!)

Les découvertes de la science sont trois fois saintes; considérée en elle-même, l'invention d'une machine destinée à épargner aux hommes une fatigue est un incommensurable bienfait. D'où vient donc qu'aujourd'hui des milliers de travailleurs sont quelquefois réduits à la misère par l'application d'un procédé nouveau? Est-ce la faute de la science, est-ce la faute du génie, est-ce la faute des machines, qui asservissent la nature à l'humanité? Non, c'est la faute d'un régime si absurde, si vicieux, que le bien même ne peut s'y produire qu'accompagné d'un immense cortège de maux. En serait-il ainsi, dites-moi, sous une loi d'universelle association? Concevez-vous que le génie pût jamais être pour un seul homme un sujet d'iniquité? Là où existerait dans toute sa splendeur la solidarité des intérêts? Le génie!... ah! sa grandeur consiste à se mettre au service de l'humanité tout entière; et lorsqu'il en est réduit à fournir au monopole, à la cupidité, des armes de combat, c'est, j'en jure, parce que sa mission est dénaturée! (Vive sensation.)

Un délégué se lève, et d'une voix émue : Reposez-vous, ménagez vos forces; nous avons besoin de vous.

M. Louis Blanc. — Non, mes amis, non. Je me sentais très-fatigué en commençant; mais votre sympathie me soutient, elle m'anime : je ne suis plus fatigué. (Applaudissements dans toute la salle.)

En vous expliquant pourquoi la concurrence était une cause d'appauvrissement général, je ne vous ai pas dit qu'elle provoquait entre ouvriers une compétition qui les condamnait à se disputer l'un à l'autre l'emploi; qui les réduit à se vendre au rabais pour obtenir la préférence; qui pèse, par conséquent, sur les salaires et resserre la consommation en même temps qu'elle donne à la production une ardeur déréglée et dévorante. Que vous aurais-je appris à cet égard que vous ne sachiez, hélas! par la plus cruelle de toutes les expériences?

Mais un trait essentiel manquerait à ce triste tableau si j'oubliais d'ajouter qu'en créant la misère, la concurrence crée l'immoralité. Car, qui oserait le nier? C'est la misère qui fait les voleurs; c'est la misère qui, en greffant le désespoir et la haine sur l'ignorance, fait la plupart des assassins; c'est la misère qui fait descendre tant de jeunes filles à vendre honteusement le doux nom d'amour. Qu'on lise les feuilles judiciaires, qu'on interroge le registre des écrous, qu'on fouille dans les archives de la prostitution, et qu'on réponde! Voilà donc la société introduisant au milieu d'elle, par le seul vice de sa constitution, la haine, la violence, l'envie; la voilà se plaçant elle-même dans cette alternative ou d'être opprimée par en haut ou d'être incessamment troublée par les attaques d'en bas. Que le système d'où naît une situation aussi désastreuse se défende! Nous l'accusons hautement d'immoralité. (Bravo!)

Mais quoi! on nous avertit que si nous touchons à la concurrence, nous portons la main sur la liberté. Une pareille objection est-elle sérieuse?....

Avant de la repousser, j'ai à vous prémunir contre tout sentiment d'irritation. Dieu me préserve de venir ici vous exciter à la colère et faire appel à des impatiences farouches dont vous seriez victimes les premiers! La manière même dont je pose la question vous montre assez que les maux signalés accusent non pas tel ou tel homme, telle ou telle classe, mais une organisation sociale vicieuse, un faux principe. Or, changer une mauvaise organisation sociale, écarter un faux principe, ce n'est point là une affaire d'impatiences et de révolte, c'est une affaire d'étude et de science. Quant à moi, mis journellement en rapport avec le peuple depuis la révolution de février, j'ai pleine confiance dans sa modération. C'est pourquoi je n'hésite pas à m'entretenir avec vous de vos souffrances. Le moindre emportement dans vos plus légitimes desirs, la moindre violence dans vos actes, risqueraient de tout compromettre. Voilà, grâce au ciel, ce que vous sentez aussi bien que moi; et c'est un des plus glorieux indices de la grandeur de nos prochaines destinées, que cette disposition du Peuple à attendre son affranchissement non de la force brutale, mais de l'ordre, de la discussion libre, de la science. Oui, mes amis, soyons calmes, soyons patients et modérés. Laissons les vulgaires ressources de la violence à nos adversaires. Nous avons de notre côté la justice et la raison : ne faisons pas à la raison, à la justice, cette injure de nous défier de leur triomphe au moment où elles vont enfin avoir la parole. (Applaudissements.)

Je reprends. On nous reproche d'attaquer la liberté en attaquant la concurrence. Ah! j'avoue qu'un tel reproche me remplit d'étonnement. Car si nous ne voulons pas de la concurrence, c'est précisément parce que nous sommes les adorateurs de la liberté. Oui, la liberté, mais la liberté pour tous, tel est le but à atteindre, tel est le but vers lequel il faut marcher. (Bruyante approbation.) Voyons si le régime actuel y conduit.

Que la liberté existe aujourd'hui, et dans toute sa plénitude, pour quiconque possède des capitaux, du crédit, de l'instruction, c'est-à-dire les divers moyens de développer sa nature, je suis certainement loin de le nier.

Mais la liberté existe-t-elle pour ceux à qui manquent tous les moyens de développement, tous les instruments de travail? Quel est le résultat de la concurrence? N'est-ce pas de mettre les premiers aux prises avec les seconds, c'est-à-dire des hommes armés de pied en cap avec des hommes désarmés? La concurrence est un combat, qu'on ne l'oublie point. Or, quand ce combat s'engage entre le riche et le pauvre, entre le fort et le faible, entre l'homme habile et l'ignorant, on ne craint pas de s'écrier : Place à la liberté! Mais



cette liberté-là, c'est celle de l'état sauvage. Quoi ! le droit du plus fort, c'est ce qu'on ne rougit point d'appeler la liberté ! Eh bien ! je l'appelle, moi, l'esclavage, et j'affirme que ceux d'entre nous qui, par suite d'une mauvaise organisation sociale, sont soumis à la tyrannie de la faim, à la tyrannie du froid, à la tyrannie invisible et muette des choses, sont plus réellement esclaves que nos frères des colonies, qui travaillent sous le fouet du commandeur, mais qui, du moins, sont assurés de leur lendemain. (C'est vrai ! c'est vrai ! Applaudissements.)

Lorsque, chaque jour, des malheureux à qui une compétition désordonnée ferme les avenues du travail viennent nous dire ici : « De grâce, du travail pour nous ! du pain pour nos femmes et pour nos enfants ! » et que nous n'avons rien à leur répondre..., ces hommes sont-ils libres ? (Non ! non !)

L'étendard que Spartacus leva dans l'antiquité portait-il une devise plus profonde, plus poignante que celle des ouvriers lyonnais : « Vivre en travaillant... » Je n'achève pas... Ceux qui l'adoptèrent, cette devise, étaient-ils libres ? (Voix nombreuses : Ils étaient esclaves de la faim !)

Disons-le bien haut : la liberté consiste non pas seulement dans le droit, mais dans le pouvoir donné à chacun de développer ses facultés. D'où il suit que la société doit à chacun de ses membres, et l'instruction, sans laquelle l'esprit humain ne peut se développer, et les instruments de travail, sans lesquels l'activité humaine est d'avance étouffée ou tyranniquement rançonnée.

Il faut donc, pour que la liberté de tous soit établie, assurée, que l'Etat intervienne. Or, quel moyen doit-il employer pour établir, pour assurer la liberté ? L'association. A tous, par l'éducation commune, les moyens de développement intellectuel ; à tous, par la réunion fraternelle des forces et des ressources, les instruments de travail ! Voilà ce que produit l'association, et voilà ce qui constitue bien véritablement la liberté. (Bravo !)

Du reste, qu'on ne s'y trompe pas, ce grand principe de l'association, nous ne l'invoquons pas seulement comme moyen d'arriver à l'abolition du prolétariat, mais comme moyen d'accroître indéfiniment la fortune publique, c'est-à-dire que nous l'invoquons pour les riches, pour les pauvres, pour tout le monde. Car, autant la concurrence déploie de force pour tarir les sources de la richesse, autant l'association en possède pour les multiplier, les agrandir. Avec l'association universelle, avec la solidarité de tous les intérêts nouée puissamment, plus d'efforts annulés, plus de temps perdu, plus de capitaux égarés, plus d'établissements se dévorant les uns les autres, ou mourant du contre-coup de quelque faillite lointaine et imprévue, plus de produits créés à l'aventure, plus de machines nouvelles devenant des instruments de guerre, plus de travailleurs enfin cherchant au milieu d'un désordre immense l'emploi qui les cherche eux-mêmes sans les trouver.

Et maintenant, quel sera dans ce régime nouveau le meilleur mode de répartition à établir, soit dans les travaux, soit dans la rémunération ?

Je suppose un instant la société arrivée au dernier terme de son perfectionnement : que faudrait-il pour que tous les hommes y fussent heureux ? deux choses : d'abord que chacun pût développer librement ses facultés et ses aptitudes ; ensuite que chacun pût contenter pleinement ses besoins et ses goûts. L'idéal vers lequel la société doit se mettre en marche est donc celui-ci : produire selon ses forces, consommer selon ses besoins. (Oui ! oui ! c'est évident.)

Mais cet idéal, y peut-on atteindre aujourd'hui ? Je ne le pense pas. En premier lieu, le bienfait de l'éducation n'ayant été jusqu'ici accordé aux hommes que par privilège, en vertu d'une naissance plus ou moins heureuse, c'est-à-dire sur les indications du hasard, les fonctions ne se trouvent nulle part déterminées par les aptitudes, qui presque partout sont ignorées ou s'ignorent ; en second lieu, il est malheureusement trop certain que la civilisation vicieuse dont nous portons aujourd'hui le poids, et qui obscurcit les lois de la nature, se trouve avoir créé une foule de besoins factices, de goûts dépravés, de vains desirs, qui, dans l'idéal dont nous parlions tout à l'heure, se traduiraient en exigences désordonnées et ruineuses. Si l'on prétendait appliquer dès à présent ce principe que *chacun doit travailler selon ses aptitudes et ses forces, que chacun doit consommer selon ses besoins*, où serait la limite des besoins, où serait la règle des aptitudes ? L'objection est sérieuse, fondamentale. Sans doute, elle n'aurait pas de valeur au sein d'une société suffisamment éclairée, parce que là évidemment la règle des aptitudes serait fournie par l'éducation et que la limite des besoins y serait clairement indiquée par la nature et assignée par la morale. Mais l'histoire ne se fait pas en un jour. Tout siècle a sa besogne : la nôtre n'est peut-être pas de réaliser le souverain principe d'ordre et de justice. Dans ce long voyage de l'humanité vers le bien, nous avons encore quelques étapes à fournir. Mais si l'on nous est refusé de toucher au but suprême, ayons du moins le mérite de l'apercevoir et la gloire d'y marcher.

Nous voici donc ramenés à ce qui serait présentement applicable.

Vous connaissez le projet d'organisation du travail que nous avons naguère proposé ; vous savez par quels moyens, tirés de l'état actuel des choses, nous estimons qu'on pourrait arriver à une solidarité parfaite, d'abord entre les ouvriers d'un même atelier, puis entre les ateliers d'une même industrie, et enfin entre toutes les industries diverses. (Voir le *Moniteur* du 22 mars 1848.) Bientôt nous publierons le résultat de nos études sur l'établissement d'ateliers agricoles et sur le lien qui les doit unir aux ateliers industriels, de manière à compléter notre plan.

Or, une fois l'association établie dans un atelier, quel serait le meilleur mode de répartition à introduire ? Convendrait-il d'admettre l'inégalité des salaires, en réservant l'égalité pour la distribution des bénéfices ; ou bien admettrait-on l'égalité dans la distribution des salaires et des bénéfices en même temps ?

Nul doute que l'inégalité des salaires ne soit le système le plus approprié à notre éducation, à nos habitudes, à nos mœurs, à l'ensemble des idées généralement répandues. Nul doute, par conséquent, que ce système ne fût préférable au point de vue purement pratique. Aussi n'avons-nous eu garde de l'exclure, quoi qu'en aient pu dire des critiques superficiels ou intéressés

peut-être à obscurcir la vérité, quoi qu'en aient pu dire des hommes qui trompent le peuple, voulant continuer de l'asservir. Non, il n'est pas vrai que nous ayons condamné absolument le système de l'inégalité des salaires, combinée avec l'égalité répartition des bénéfices. Ce qui est vrai, c'est qu'à ce système, plus conforme à la situation présente, nous en avons opposé un autre, plus en rapport avec nos pressentiments de l'avenir. Et pourquoi l'avons-nous fait, alors surtout que nous laissons aux travailleurs la liberté du choix ? Parce qu'il est du devoir de ceux qui conduisent les affaires de songer à la fois aux choses du jour et à celles du lendemain. Ce que je disais naguère, je le répète avec une conviction réfléchie : *Les pouvoirs qui nous ont précédés se vantaient d'être la résistance ; nous, nous sommes le mouvement.* Il nous était donc commandé, en nous élevant à ces hauteurs, d'examiner si l'égalité des salaires n'était pas dès à présent acceptable dans les ateliers nouveaux, du moins pour les travailleurs les plus impatients de jouir des bienfaits de la fraternité.

Et avant tout, posons bien en fait que nous n'avons jamais entendu appliquer l'égalité des salaires à l'industrie privée et dans le régime actuel de concurrence. Il est manifeste que là où les travailleurs ne sont attachés l'un à l'autre par aucun lien, les rétribuer également, ce serait offrir une prime à la paresse et détendre le ressort de l'activité individuelle.

En effet, dans un atelier où chaque ouvrier traite isolément, séparément, avec l'entrepreneur, avec celui que jusqu'à la révolution de février on avait appelé le maître (Applaudissements.), qui donc a intérêt à ce que son voisin remplisse consciencieusement sa journée ? Qui pourrait s'en inquiéter ? Nous travaillons pour le compte d'autrui, au profit d'autrui ; si mon camarade se croise les bras, que m'importe ? C'est l'affaire du patron, ce n'est pas la mienne. Voilà justement ce qui fait que, dans le régime d'individualisme où nous vivons en ce moment, l'inégalité des salaires est un aiguillon indispensable.

Aussi ne saurions-nous trop insister sur ce point, que l'égalité des salaires n'a été indiquée par nous qu'en vue d'un régime tout différent de celui d'aujourd'hui, qu'en vue d'un régime d'association et d'étroite solidarité. Car alors tout change : c'est alors que chacun est intéressé à stimuler le zèle de ses camarades, à activer un labeur dont chacun recueillera les fruits ; c'est alors que le point d'honneur devient un ressort d'une énergie souveraine. Qui oserait ne pas payer sa dette de travail, quand, à l'égard de ses associés, de ses frères, sa paresse serait une lâcheté et un vol ? (Bravo ! bravo !) Sans parler ici de l'entraînement physique et presque machinal qui fait aller du même pas une multitude en marche, est-ce donc si peu connaître la nature humaine que de croire à cette électricité morale qui se dégage du contact d'hommes associés, coopérant à une œuvre commune sous l'empire d'une même idée, sous l'impulsion d'un même sentiment ? (Applaudissements prolongés. C'est vrai ! c'est vrai !)

A Dieu ne plaise, au surplus, que nous considérions l'égalité des salaires comme réalisant d'une manière complète le principe de la justice ! Nous avons donné tout à l'heure la vraie formule : *que chacun produise selon son aptitude et ses forces, que chacun consomme selon ses besoins* ; ce qui revient à dire que l'égalité juste, c'est la *proportionnalité*. Mais quoi ! cette proportionnalité, elle existe aujourd'hui. Seulement c'est au rebours de la raison et de l'équité ; car, au lieu d'être rétribué selon ses besoins, on est rétribué selon ses facultés, et au lieu de travailler selon ses facultés, on travaille selon ses besoins ! (Sensation.)

Quelque imparfait qu'il soit, le système de l'égalité des salaires a du moins l'avantage de constituer une transition entre une proportionnalité fautive et la proportionnalité vraie : car, que la rétribution doive se mesurer à la capacité, on ne saurait certainement le soutenir jusqu'au bout. Il faudrait donc que là où la capacité est nulle, la rétribution fût nulle aussi ; il faudrait donc laisser mourir de faim les idiots, les infirmes et les fous ! Pourquoi dès lors des hospices pour les uns et Bicêtre pour les autres ? On le voit, la société est obligée de violer en cela son principe, tant ce principe outrage la nature ! Et ce n'est pas seulement au sein des sociétés chrétiennes que cette solennelle contradiction s'est manifestée. Dans l'antiquité, par une exagération bizarre mais touchante, un individu atteint de folie était regardé comme sacré, et tous les hommes doués d'intelligence se croyaient responsables de la vie du malheureux qu'avait abandonné la raison.

Ainsi, d'un bout de l'histoire à l'autre a retenti la protestation du genre humain contre ce principe : « A chacun selon sa capacité, » la protestation du genre humain en faveur de ce principe : « A chacun selon ses besoins. » (Marques unanimes d'assentiment.)

Qu'il reste donc bien entendu que l'égalité des salaires ne saurait être, à nos yeux, qu'un acheminement vers la justice, et, d'un autre côté, nous avons cru devoir l'indiquer comme une condition d'ordre, comme une garantie de la durée de l'association, rien n'étant plus propre que l'inégalité à faire naître des divisions, à susciter l'envie, à engendrer la haine.

Maintenant, est-ce à dire que ce système d'égalité dans la rémunération doive être étendu de l'ouvrier au fonctionnaire public, et même aux chefs de l'Etat ? Sans hésiter, nous répondons que si l'association devenait assez vaste pour embrasser l'universalité des citoyens, et faire de la nation une grande famille, ce serait alors le cas d'appliquer le principe supérieur de justice : *Devoir en proportion des aptitudes et des forces, droit en proportion des besoins.*

Ainsi se trouverait réalisée cette admirable parole de l'Evangile : « Que le premier d'entre vous soit le serviteur des autres. » Et ce n'est certes pas nous qui nous élèverions contre une semblable maxime. (Applaudissements.)

Pour moi, je vous le déclare, je me fais une si haute idée du pouvoir, que celui qui verrait une question d'émoluments me paraîtrait le dernier des hommes. Il y a dans le fait de commander à ses semblables je ne sais quoi de présomptueux qui a besoin d'être amnistié par la passion de leur être utile. Gouverner, c'est se dévouer. (Applaudissements prolongés.)

On a demandé si je consentais à m'appliquer la règle que je proclame. Voici ma réponse : « Dans le système d'universalité association, dans le système com-

plètement réalisé que j'appelle de tous mes vœux... OUI ! » (Acclamations unanimes.) Et ce OUI, je désire qu'il soit imprimé à 200,000 exemplaires, pour que si jamais je venais à le renier, chacun de vous pût, un exemplaire à la main, me démentir et me confondre. (Nouvelles et bruyantes acclamations.)

Quelques mots encore, à moins que votre attention ne soit fatiguée. (De toutes parts : Non, non !) On a essayé de répandre parmi les ouvriers la crainte que l'égalité du salaire ne descendit pour eux au niveau du minimum. Tel ouvrier, a-t-on dit, qui gagnait six francs, sera réduit à n'en gagner que trois, comme l'ouvrier moins habile. Nous n'avons jamais ni rien voulu ni rien avancé de semblable. Notre conviction profonde, au contraire, est que l'égalité, en tant qu'elle se combinerait avec l'association, assurerait à chacun le maximum des salaires d'aujourd'hui. Il s'agit pour nous non pas d'abaisser, mais d'élever de plus en plus le niveau du bien-être.

Au surplus, entre l'égalité et l'inégalité, libre à vous de choisir.

Seulement, rappelez-vous que l'association est féconde pour le bonheur. La fraternité, c'est la science de la richesse. Soyez frères, vous serez riches. Soyez frères, vous serez heureux par le devoir.

## Compte rendu des Clubs.

### CLUB DE LA RÉPUBLIQUE NOUVELLE.

Paris, le 6 avril 1848.

Citoyen rédacteur,

Dans votre numéro du lundi 3 avril, vous avez imprimé le nom du citoyen Barbès au lieu du nom du citoyen Barbier, comme président de la République nouvelle. Veuillez rectifier cette erreur dans votre prochain numéro.

Salut et fraternité,

AUGUSTE BARBIER,  
président du club de la République nouvelle.

Dans la séance de mardi dernier, 3 avril, le bureau s'est définitivement constitué :

Président, Auguste Barbier ; vice-présidents, Wolowski, Gustave Dupin, Orsat ; secrétaires, Delaunay, Courdin, Cranney, Thierree ; secrétaire-archiviste, Amédée Le Bouleis ; trésorier, John Lelong.

On a passé ensuite à l'ordre du jour. La discussion s'ouvre sur cette question :

« Le commandant en chef de la garde nationale doit-il être nommé par l'élection ou par le Gouvernement ? »

Un amendement est proposé, demandant qu'il soit choisi par le pouvoir exécutif, parmi les douze colonels qui seront nommés.

L'amendement est rejeté.

Un autre demande que le commandant en chef soit choisi par le pouvoir exécutif sur une liste de candidats proposés par chacune des dix-sept légions.

Cet amendement est rejeté.

Le club, — considérant qu'il n'y a nul motif de craindre que l'on fasse un mauvais choix, ainsi qu'on l'observait, et qu'il n'y a non plus aucun danger à mettre une aussi grande force dans les mains du commandant en chef, puisque du moment où ce chef cesserait de représenter les sentiments de la garde nationale tout entière, il ne serait plus qu'un instrument sans force, « un tambour-major sans armée, » pour se servir d'une expression du président, qui cite à l'appui de son opinion Jacqueminot et Thuriot, — adopte que la nomination du commandant en chef de la garde nationale doit être faite par l'élection directe.

Le club passe à la discussion des candidats à l'Assemblée nationale.

Dans une de ses dernières séances, le club a admis qu'il voterait le Gouvernement provisoire en masse, comme représentation d'un principe.

Diverses listes sont lues. Les noms des citoyens Emile Lemberg, Lacordaire, Bastide, Goudchaux, Aug. Barbier, qui ne s'y trouvaient point, sont proposés.

Le citoyen Wolowski dit que le citoyen Scott, ouvrier, demande à se faire entendre à la prochaine réunion.

Les noms des citoyens ouvriers Corbon, Smitt, Vellu, Savary, Scott, Agricola Perdiguier, Peupin, Launette ont été proposés.

Ces citoyens sont invités à se présenter à la première séance, qui aura lieu samedi 8 avril, au Palais-National, salle du Gouverneur, à 7 heures et demie.

Sur la proposition du citoyen Delaunay, les ouvriers qui ne pourraient pas payer la cotisation sont admis à titre de membres honoraires ; ils jouissent des mêmes droits que les autres membres.

Il sera remis aux présidents des différents clubs de Paris des cartes pour être distribuées aux citoyens qui voudraient faire partie du club de la République nouvelle.

L'ordre du jour est fixé pour samedi :

1° Discussion des candidatures d'ouvriers ;  
2° Les commissaires du Gouvernement dans les départements peuvent-ils se présenter candidats dans leur département ?

### CLUB RÉVOLUTIONNAIRE DU RHONE.

Séance du 6 avril 1848. — Lecture et adoption du procès-verbal de la séance du 3 avril.

Le citoyen Dolivier, considérant que l'héritage est un engagement à la paresse, une prime donnée à l'inutilité, l'agent le plus actif de la corruption et de l'avarice, le plus ferme soutien de la royauté, des aristocraties de naissance et d'argent, de l'esclavage enfin, demande l'abolition des successions, comme seul moyen d'assurer l'existence d'une vraie république.

Sur cette proposition, le citoyen Bourcier réclame d'abord l'ajournement de la discussion et ensuite la constitution définitive du bureau.

Le citoyen Rhéville insiste sur cette dernière motion, afin de s'occuper au plus vite des élections du département du Rhône, soutenant que tout retard donne aux riches le temps d'influencer les élections, et cite à l'appui de son opinion un fait dont il aurait été témoin dans un club près Paris, à Clichy-la-Garenne, fait qui est l'objet de toute son indignation.

(VOIR LE SUPPLÉMENT.)



SUPPLÉMENT à LA COMMUNE du 8 avril.

L'Assemblée, partageant le sentiment de l'orateur, décide que le citoyen auteur de ce fait, en sa qualité de candidat à l'Assemblée constituante, sera invité à venir devant elle se disculper s'il y a lieu.

La séance est levée et renvoyée, pour la constitution définitive du bureau, à samedi 8 avril, sept heures du soir, rue Saint-Honoré 219 bis.

Clubs des départements.

On lit dans le *Citoyen*, journal du département de la Meuse :

LES CLUBS.

« Le peuple ne saurait trop se prémunir contre tout ce qui peut entraîner la perte des droits qu'il vient de conquérir pour la troisième fois.

« Ceux qui ont exploité les deux premières révolutions, celle de 1792 et celle de 1830, se sont déjà remis de leur surprise et vont de nouveau fonder sur leur proie.

« Comment le peuple déjouera-t-il leurs projets ?

« Par l'association.

« De toutes les associations, les clubs, ou autrement dit les assemblées de citoyens réunis dans un but politique, est la plus utile sans contredit.

« Les citoyens ont besoin de s'éclairer les uns les autres ; ce sont les clubs qui peuvent les éclairer tous de la même lumière.

« Ils ont besoin de s'entendre et de s'associer ; ce sont encore les clubs qui les animeront tous de l'esprit d'union et de concorde.

« Au club, on rectifie les idées fausses qu'on a conçues ;

« Au club, on apprend ce qu'on ignorait ;

« Au club, on finit par se connaître les uns les autres, et l'on perd ainsi des préventions qui durent par l'isolement de chacun ;

« Enfin, c'est là qu'on se concerta pour tous les actes politiques qui constituent la vie d'un peuple libre.

« Certains gens ont peur des clubs, et rappellent à leur propos les excès d'une autre époque.

« Qu'avons-nous de commun avec le passé ?

« Rien.

« Les clubs de 1848 ne seront donc pas les clubs de 1793.

« Il y a bien des gens qui avaient peur aussi du mot République, et qui commencent à se familiariser avec lui.

« La République et les clubs sont inséparables. Une démocratie où les citoyens n'auraient pas des réunions fréquentes pour s'entendre sur les affaires politiques se transformerait bientôt en aristocratie. Quelques-uns finiraient par se figurer qu'à eux seuls appartient le droit de conduire les autres et de diriger les affaires de tous, dont tous ne s'occuperaient pas. Si donc le peuple ne veut pas abdiquer, il faut qu'il s'occupe de ses affaires. — C'est dans les clubs qu'il en apprendra les détails, quoi qu'en disent les monarchistes, qui ont leur raison pour le détourner de les fréquenter. »

On lit dans le *Progrès social* de Marseille :

COMITÉ RÉPUBLICAIN DE LA FRATERNITÉ.

« Séance du 17 mars 1848. — L'Assemblée donne son approbation au manifeste du Comité central.

« Elle décide que la présentation, par un des membres du club, de tout citoyen désirant en faire partie, devrait être pour tous une garantie suffisante pour son admission, sauf enquête individuelle.

« Elle fait droit à la proposition d'admettre aux réunions du club les délégués des diverses corporations d'ouvriers constituées ou à constituer.

« Elle nomme une commission composée des citoyens Mathieu, Nicolas et Roche-Latilla, pour chercher un local convenable aux réunions ; des cartes d'admission seront remises à chaque membre. »

LA SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE.

A la mémoire des quatre sergents de La Rochelle !

CLUB DES JACOBINS,

Séant rue des Trois-Passages, à Perrache.

Sur la proposition d'un des membres de son bureau, le club a voté à l'unanimité un projet de souscription, dont le chiffre ne peut être déterminé, pour élever un monument expiatoire aux quatre martyrs du 22 septembre 1822, Bories, Raoulx, Pommier et Goubin, sur l'emplacement où fut dressé leur échafaud.

Désirant que tous les patriotes, riches ou pauvres, puissent participer à cette œuvre nationale, le club désire que le minimum des souscriptions soit de dix centimes et que l'on ne reçoive pas de souscriptions anonymes.

Première liste.

Les citoyens souscripteurs, membres du club : Paturol, président, 50 c. Leroy, secrétaire, 50 c. Rion, 50 c. Faure, 25 c. Wable, 1 fr. Poirier, 25 c. Giraud, 25 c. Berthier, 50 c. Siméon, 25 c. Brot, 25 c. Buf, 50 c. Bardet, 50 c. Huguenin, 20 c. Beauzon 50 c. Clary, 50 c. Legros, 50 c. Guyant, 25 c. Laverne père, 50 c. Laverne fils, 50 c. Nollod, 1 fr. Jurine, 25 c. Portas 1 fr. Dutailhous, 25 c. Lagnier, 50 c. Budon, 50 c. Lefebvre, 50 c. Polet, 50 c. Catty, 50 c. Tranchant, 50 c. Montcharmont, 25 c. Total, 15 fr. 40 c.

On souscrit aussi au bureau de l'Entr'acte, rue d'Égypte, 7.

(L'Entr'acte lyonnais.)

La Révolution faisant le tour du monde.

L'autocrate, effrayé des révolutions accomplies en France, en Allemagne, publie un manifeste. Il tremble pour sa couronne ; il tremble pour ses jours : la révolution le menace, et il fait le matamore. Il joue la bravoure quand l'effroi le glace. Habitué à jouer la comédie avec ses sujets moscovites, il pense, par de ridicules et impuissantes insinuations, arrêter le torrent qui entraîne les trônes ; mais le lion du nord se débat dans l'agonie, déjà frappé au cœur d'une blessure mortelle. Voici le texte de sa proclamation :

« Par la grâce de Dieu, nous Nicolas I<sup>er</sup>, empereur et autocrate de toutes les Russies. Après une paix lon-

gue et heureuse, l'ouest de l'Europe est tout à coup agité par des troubles qui menacent de renverser les pouvoirs légaux et tout ordre social. Après avoir éclaté d'abord en France, la révolte et l'anarchie ont gagné promptement l'Allemagne voisine, et ce torrent dévastateur, se répandant avec une impétuosité qui augmentait à mesure que les gouvernements cédaient, a fini par atteindre les Etats autrichiens et prussiens, nos alliés. Aujourd'hui, l'audace ne connaissant plus de bornes menace aussi dans son délire notre Russie que Dieu nous a confiée. Mais il n'en sera pas ainsi : d'après le saint exemple de nos prédécesseurs orthodoxes, nous sommes prêts, en invoquant l'appui de Dieu tout-puissant, à combattre nos ennemis partout où ils se présenteront, et, sans reculer devant aucun sacrifice, nous protégerons, dans un accord indissoluble avec notre sainte Russie, l'honneur de nos Russes et l'inviolabilité de nos frontières.

« Nous sommes convaincus que chaque Russe obéira avec joie à l'appel de son empereur ; que notre ancienne devise : « Pour la religion, le czar et la patrie, » nous montrera aujourd'hui encore le chemin de la victoire, et alors, dans le sentiment d'une gratitude respectueuse, de même qu'aujourd'hui, dans le sentiment d'une sainte confiance dans le Seigneur, nous jetterons ensemble ce cri : « Dieu est avec nous ! — Reconnaissez-le, vous, païens, et inclinez-vous, car Dieu est avec nous ! »

(Gazette universelle de Prusse.)

Valet du despote, le gouverneur de Varsovie espère se sauver par la terreur qu'il cherche à répandre. Les ordres qu'il donne ne pourront rien contre la résolution de la pensée républicaine.

Varsovie, 31 mars. — Le général gouverneur militaire de Varsovie, prince Gorischakoff, fait savoir, par ordre du prince gouverneur, que dans le cas d'une émeute, personne ne devra se montrer dans les rues, et ceux qui se trouveront dans les rues devront rentrer. Les propriétaires devront fermer les portes de leurs maisons et ne laisser rentrer que les habitants. Personne ne pourra plus sortir avant le rétablissement de l'ordre, excepté ceux qui ont un service à remplir. Les individus arrêtés ou reconnus parmi les perturbateurs seront poursuivis, attendu que les sujets honnêtes ne doivent pas même être spectateurs d'une révolte.

Si un coup de fusil est tiré d'une maison, les propriétaires et les locataires les plus voisins de l'endroit d'où le coup est parti seront poursuivis, et ils devront prouver qu'il n'y a eu aucune complicité de leur part.

(Gazette universelle de Prusse, 4 avril.)

— On lit dans la *Gazette de Voss* (de Berlin) du 3 avril :

« Nous apprenons d'une source digne de foi que dans la Pologne les fonctionnaires et les militaires russes sont très-inquiets. Jusqu'à présent l'armée était de 80,000 hommes y compris les Cosaques, les Circasiens et les mahométans. Par suite des événements de l'Italie, de la France et notamment de l'Allemagne, cette armée va être portée à 200,000 hommes ; mais c'est aussi le maximum si l'on ne veut pas courir de dangers à Saint-Petersbourg, à Moscou, dans les provinces de la Baltique ; et d'ailleurs, pour obtenir ce chiffre, il faudra faire venir des hommes de la garde impériale. »

Pologne prussienne. — On écrit de Posen, le 28 mars :

« Hier, la nouvelle est arrivée ici que près de la petite ville de Slupce, frontière de Prusse, on établissait en ce moment un grand camp russe pour 60 à 70,000 hommes. La ligne frontière est occupée par des chasseurs et des cosaques, en sorte que le royaume est fermé. Il y a 120,000 hommes en Pologne. Ces troupes se rapprochent insensiblement de la frontière. On ne garde une lutte avec la Russie comme inévitable. »

Du Rhin, 31 mars. — Nous avons assisté hier à une assemblée de démocrates allemands à Strasbourg ; elle se composait de plusieurs milliers d'individus, parmi lesquels il y avait des députés de Lyon, de Nancy, etc., etc. Après de longs débats, souvent très-agités, on a pris la résolution d'attendre la décision de Francfort pour réaliser alors, selon les circonstances, l'attaque à main armée du duché de Bade ou l'abandonner.

(Gazette de Fribourg.)

— L'Espagne songe à remanier son gouvernement. Les premières tentatives ont échoué ; mais les patriotes se préparent à renverser le système Narvaez, à faire justice de ce dictateur au petit pied.

On lit dans une correspondance de Madrid publiée par le *Times* du 5 avril :

« Le plan de la révolte a échoué par plusieurs raisons : 1<sup>o</sup> parce que le mouvement a éclaté plus tôt qu'il n'aurait dû le faire ; 2<sup>o</sup> parce que deux régiments sur lesquels on comptait n'ont pas fraternisé avec le peuple. On voulait s'emparer d'abord de la direction générale, position centrale qui avait de plus l'avantage d'assurer aux révoltés la possession du parc d'artillerie. Les chefs du mouvement se seraient alors rendus au palais pour présenter une pétition à la reine et lui demander de renvoyer ses ministres, et de nommer un cabinet fort des sympathies du peuple et offrant des garanties pour l'établissement de la liberté constitutionnelle sur une base solide. On pensait aussi à la réorganisation de la garde nationale. La tranquillité se serait alors rétablie. Il y avait sans doute beaucoup d'hommes du peuple parmi les insurgés ; mais il y avait aussi beaucoup de gentlemen. »

« Il n'y avait pas plus de 500 insurgés qui eussent des armes à feu. Les pertes subies par la troupe ont été bien plus fortes que celles éprouvées du côté du peuple. Dans les faubourgs, là où se trouvent les rues les plus étroites, on lançait des meubles par les fenêtres sur les troupes. Parmi les objets ainsi lancés étaient des braseres remplis de charbons et de cendres chaudes. Du reste on n'a crié dans les groupes que *Viva la reina constitucional ! viva la constitution ! viva la libertad !* et à bas les ministres ! Peut-être le cri de *vive la République !* a-t-il été articulé dans les faubourgs, mais le peuple ne savait pas ce qu'il criait. On pense qu'Espartero pourra être renvoyé d'Espagne. Les arrestations s'élèvent déjà, dit-on, au chiffre de 900. »

Commission centrale des dons et offrandes à la patrie.

La commission centrale des dons et offrandes à la patrie, d'accord avec la mairie centrale de Paris, avertit les citoyens de la capitale que désormais les dons et offrandes sont reçus non plus à la mairie centrale, séant à l'hôtel de ville, mais seulement à la caisse de

la commission centrale, Elysée-National, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 59, et aux douze mairies d'arrondissement.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Paris, 6 avril 1848.

Aux citoyens membres de la commission centrale pour la commission des dons et offrandes à la patrie.

Citoyens,

Le Gouvernement provisoire, le secrétaire général et les ministres vous prient de vouloir bien les inscrire pour 15,000 fr. dans la première liste des donateurs.

Salut et fraternité.

Le secrétaire du Gouvernement provisoire,

PAGNERRE.

Versements faits les 4 et 5 avril 1848.

M. Lange (Frédéric.)	Fr.	50 »
Madame Liance, née Tolleron, rue de Harlay, 5.		10 »
MM. les ouvriers et employés de la maison J. Wagner, mécanicien-horloger, rue Montmartre, 118.		50 »
MM. Bachmann, Avrouin, G. Mahé, femme Genin, délégués des employés, ouvriers et ouvrières, contre-maitres de la maison Germain-Petit et Duperrier, rue des Deux-Boules, 5.		550 »
M. Paulin, docteur.		50 »
M. Polliart.		5 »
MM. les membres de la cour de cassation.		6,000 »
M. Levu (Henri).		2 25
M. Evanno (Jules).		2 25
M. Dupuis (Jean), à Allais, département du Gard.		20 »
MM. les garçons de magasin du quartier du Sentier, savoir : Moutet, 5 f. 50 c.; Bourlier, 5 f.; Triquet, 5 f. 50 c.; Albert, 5 f.; Courtois, 5 f. 50 c.; Laigre, 5 f.; Maubanc, 5 f. 50 c.; Petit, 5 f.; Mahuzié, 5 f. 50 c.; Giraud, 5 f.; Hannot, 5 f.; Charles, 5 f.; Thiérand, 5 f.; Delrenon, 5 f.; Leclerc, 5 f. 50 c.; Pascaty, 5 f.; Périgot, 5 f. 50 c.; Lecotier, 2 f.; Serveau, 5 f.; Henry, 5 f.; Le-coq, 3 f.; Minette, 5 fr. 50 c.; Fauchat, 4 f.; Félix, 5 f.; Mauriot, 4 f.; Lebroc, 2 f. 50 c.; Baron, 5 f.; Bourgeois, 5 f.; Martin, 5 f. 50 c.; Gillot, 2 f. 50 c.; Miroux, 5 f.; Long-champs, 5 f.; Fillion, 5 f.; Gourdin, 5 f.; Muffroy, 5 f.; Augustin, 2 f.; A. Triquet, 5 f.; Charles, 5 f.; Bauduin, 5 f. 50 c.; Batisse, 5 f. 50 c.; Arsène, 5 f.; Bonnard, 5 f.; Bellière, 5 f.; Chanson, 5 f. 50 c.; Nisolle, 5 f.; Hiéland, 5 f.; Boué, 5 f.; Antoine, 5 f.; Moreau, 5 f.; Marquenau, 5 f.; Pracros, 5 f.; Collot, 3 f.; Nicolas, 5 f.; Othaud, 5 f.; Crestois, 5 f.; Balloche, 2 f.; Nisolle, 4 f.; Noblot, 5 f.; Millot, 5 f.; Rivollet, 5 f.; Siruguet, 4 f.; Gillon, 5 f. 50 c.; Cartigny, 5 f.; Degardin, 5 f.; Dedieu, 5 f.; Genin, 2 f. 75 c.; Alexandre, 5 f.; Crignon, 5 f.; Dupuis, 5 f. 50 c.; Jean, 5 f.; Devers, 4 f.; David, 5 f. — Total.		221 25
M. Aumoille.		15 »
M. Schmidt, rue Duphot, 20.		5 »
M. Varnow, de la Roumanie (Moldavie).		20 »
M. Avignon, rue d'Anjou, 56.		10 »
MM. les compositeurs et correcteurs du National.		60 »
M. Laveine, rue de l'Université, 57.		500 »

Mairie du 4<sup>e</sup> arrondissement.

Les gardiens des halles et marchés.		200 »
M. Rousseau, rue de la Corderie, 15.		1 »
M. Baillet, rue de l'Arbre-Sec, 26.		7 »
Les forts aux farines de la Halle aux blés (montant d'une journée de travail).		59 20
M. Gagny.		5 »
Les dessinateurs de la maison Deneirouse-Boisglavy et Comp.		40 »
M. Pozier, rue de Saint-Quentin, 16.		30 »
M. D. Rheims et Comp., rue Saint-Martin, 225.		100 »
M. Albert, rue Contrescarpe.		25 »
M. Deydier, directeur d'une école communale, faubourg du Roule.		50 »

Total.

7,885 93

Les ouvriers typographes, compositeurs et imprimeurs du journal la Presse.

Détouche (Constant), rue Saint-Martin, 158 et 160.

Les employés de la maison Constant Détouche : MM. Houdin, 10 f.; Delamarre, 5 f.; Boucly, 5 f.; Renard, 5 fr.; Dion, 5 f.; Amédée, 5 f.; Hippolyte, 5 f.; Joseph, 5 f.; Armand, 5 f.; André, 5 f.; Thoinot, 5 f.; Dubuc, 5 f.; Gaudier, 5 f.; Spléziński, 8 f.; Esser, 5 f.; Amand, 2 f.; Francette, 2 f.; Presteaux, 5 f.; Maximilien, 1 f.; Auguste, 1 f.; Henri, 1 f.; Lamarre, 5 f.; Mesdames Lamarre, 5 f.; Aline, 5 f.; Belzy, 5 f.; Zélie, 1 f.; Elvire, 1 f.; Auguste, 1 f.; Marchal, 2 f. Total.

115 »

Chapuzot, rue de la Madeleine, 24.

100 »

Didsburg, aux Batignolles.

10 »

Naudin père, ancien forgeron, rue Vaneau, 9.

50 »

Naudin (Jules), artiste peintre, rue Vaneau, 9.

20 »

Naudin (Edouard).

40 »

Les employés du bureau de poste E et ses annexes : MM. Pihan de La For s<sup>r</sup>, directeur, 10 f.; Dambreville, contrôleur, 8 f.; Courdeau, commis, 4 f.; Bourquin, 5 f.; Malingre, 1 f.; Everchon, 1 f.; — Annexes du bureau E : Wilckelm, 5 f.; Alin, 5 f.

Total.

57 »

Viel, rue Neuve-Saint-Roch, 24.

50 »

Mechel, rue Saint-Honoré, 40.

20 »

Les fonctionnaires et employés du ministè-



re de la justice, produit d'une journée de traitement.	901	33
Mme Ozeré, veuve Toleron, rue de Harlay, 32.	5	»
Les officiers de santé des invalides. — Médecins : MM. Corneu, médecin en chef, 15 f.; Jourdan, médecin ordinaire, 10 f. — Chirurgiens : MM. Hutin, chirurgien en chef, 15 f.; Brian, chirurgien-major, 10 f.; Girard, chirurgien aide-major, 7 f.; Bertrand, chirurgien sous-aide-major, 5 f.; Viry, id., 5 f.; Martin, id., 5 f.; Barre, id., 5 f.; Billau, id., 5 f.; Beaulis, id., 5 f.; Py, id., 5 f.; Potier-Duplessy, id., 5 f.; Mignot, id., 5 f.; Bicharde, id., 5 f.; Moretti, id., 6 f. — Pharmaciens : MM. Denzer, pharmacien en chef, 15 f.; Dusseuil, pharmacien aide-major, 7 f. Total.	144	»
Les juges de paix de Paris, sur leurs appointements de mars	600	»
Le docteur Levacher, rue de la Monnaie, 3.	100	»
Les fonctionnaires et militaires de tous grades des Invalides : le maréchal Molitor, gouverneur des Invalides, 500 fr.; le général de division Petit, commandant l'hôtel, le colonel-major, le chef d'escadron, aide-de-camp du maréchal gouverneur, et les adjudants-majors de l'hôtel, 76 fr.; les sous-intendants militaires, trésorier, adjudants des hôpitaux, membres du clergé, sœurs de charité, architecte, contrôleur et ouvriers des bâtiments, 158 fr.; les officiers, sous-officiers et soldats invalides composant les 14 divisions de l'hôtel national, 1,225 fr. 53 c. Total.	1,959	53
Ad. Joanne, rue de Helder, 17.	15	»
Chauvin, à La Chapelle-Saint-Denis, commis à pied des contributions directes, 1,10 <sup>e</sup> de ses appointements. Le donateur s'engage à faire ce même abandon pendant deux ans.	12	70
Total.	9,406	10
Versements des 4 et 5 avril (caisse Redelsperger)	7,885	95
Souscription du Gouvernement provisoire.	15,000	»
Total.	52,292	05

#### OR ET ARGENT. — Journées des 4 et 5 avril 1848.

- 1<sup>o</sup> Anonyme. — Argent 12 pièces : six cuillers et six fourchettes.
- 2<sup>o</sup> M. D..., étudiant. — Argent 8 pièces : quatre cuillers et quatre fourchettes.
- 3<sup>o</sup> Madame veuve de Guinand. — Argent 27 pièces : une timbale, une cuiller, une fourchette et divers autres objets.
- 4<sup>o</sup> M. le receveur particulier de Roanne, par les mains de M. Thomas, receveur du Trésor public. — Argent 16 pièces : huit cuillers, six fourchettes, une louche et un polon.
- 5<sup>o</sup> M. Carrère, professeur, rue de La Harpe, n° 85. — Argent 2 pièces : une cuiller à sucre et une truelle à poisson.
- 6<sup>o</sup> M. Roy aîné, rue Vivienne, n° 53. — Argent 14 pièces : six cuillers, six fourchettes, une timbale et une tasse à vin.
- 7<sup>o</sup> M. Surget, rue Mazarine, n° 40. — Or 2 pièces : une chaîne et un cachet en or.
- 8<sup>o</sup> M. Ratier, laboureur à Mont-Louis, par Chauvigny (Vienne), par les mains du chef du cabinet du ministre des finances. — 15 pièces : une médaille en or à l'effigie de Louis-Philippe, deux médaillons et dix jetons en argent.

#### Nouvelles des Départements.

On lit dans l'Union :  
« Les membres du tribunal de commerce de Blois ont protesté contre l'incroyable décret de dissolution prononcé sur place par M. Gouache.  
La ville entière s'est émue.  
Nous apprenons qu'on a envoyé au Gouvernement provisoire un membre de l'administration pour faire connaître cette situation violente. Si le Gouvernement n'avise, la capitale du pays le plus pacifique de France va être livrée à l'arbitraire d'un jeune homme de vingt-quatre ans. Tous les magistrats, tous les administrateurs, tous les élus du peuple sont résolus, nous assure-t-on, à résigner leurs fonctions.  
— Le rédacteur de l'Echo de Vézère, M. Dupont, pour avoir dit que la garde nationale de Périgueux voulait la République, mais point de dictature, a été signalé comme un républicain de peu d'ardeur et de peu de foi. Dans le numéro de cette feuille du 2 avril, on lit la note suivante :  
« Nous sommes en possession de diverses lettres écrites sous la monarchie déchue à de hauts personnages de Paris pour demander des places dans la magistrature et dans l'administration. Elles émanent de personnes qui se disent aujourd'hui plus républicaines que nous. Nous les publierons au besoin. »  
Ce n'est pas seulement à Périgueux qu'on trouve cette variété d'ultra-républicains que signale l'Echo de Vézère.  
— On lit dans l'Emancipation, journal de Toulouse :  
« Dimanche, la place Saint-Pierre a été le théâtre d'une fête républicaine qui laissera dans les esprits de patriotiques souvenirs. Un brave citoyen, Eugène Husson, courrier de malle, ex-sectionnaire de 1834, avait pris l'heureuse initiative de cette fête, dont l'idée principale était la plantation d'un arbre de la Liberté. Les autorités départementale et municipale s'étaient empressées de donner leur concours. Aussi nous a-t-il été donné, à nous jeunes hommes de la génération présente, qui n'avions jamais eu des fêtes révolutionnaires que les traditions de l'histoire, d'assister à un des spectacles les plus touchants qu'il soit possible d'imaginer.  
« Voici le tableau que présentaient, à une heure de l'après-midi, la place et le port Saint-Pierre.  
« Autour de l'arbre, vraiment gigantesque, pavoisé des couleurs tricolores, étaient rangés en bataille : le 2<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale, le bataillon des écoles, l'escadron entier des chasseurs à cheval, des écla-

chements de tous les autres corps de la garnison ; sur le derrière, deux pièces d'artillerie et leurs servants, qui devaient, au moment de la plantation de l'arbre, tirer une salve de 21 coups de canon.

« Cette mise en scène, dont le coup-d'œil était magnifique, se trouvait encadrée par les flots immenses d'une population, du sein de laquelle partaient, à de courtes distances, les chants enthousiastes de la Révolution. Le drapeau républicain flottait à toutes les croisées, où des milliers de têtes ajoutaient encore à l'effet pittoresque du spectacle.

« C'est dans ce moment que le citoyen Joly, ayant à ses côtés le citoyen Gatienn-Arnoult, président de la commission municipale, est arrivé sur le terrain de la fête. Ils étaient suivis par des membres du département et de la commune, ainsi que par le colonel et le lieutenant-colonel de la garde nationale.

« On a procédé aussitôt à l'érection de l'arbre. Cette opération s'est exécutée aux accents de la Marseillaise et du Chant du Départ, joués alternativement par la musique de la garde nationale et par celle des deux régiments d'artillerie en garnison à Toulouse.

« Lorsque l'arbre a eu complètement relevé sa tête altière, laissant flotter au-dessus de la foule, à une hauteur de plus de soixante pieds, ses banderoles aux trois couleurs, un garde national est monté sur la plate-forme établie pour les orateurs qui devaient se faire entendre. C'était le citoyen Husson. Il a mis un genou en terre et a fait le salut des armes à l'emblème de la Liberté. Puis, s'adressant au peuple, il a dit quelques paroles pleines de chaleur et de patriotisme.

« Le citoyen président de la commission municipale est ensuite monté sur l'estrade et a prononcé un discours que nous regrettons vivement de ne pouvoir reproduire.

« Le commissaire général a paru le dernier. Rapide et pleine de cette concision énergique qui est un des traits distinctifs de son beau talent oratoire, l'allocution du citoyen Joly a été couverte d'acclamations !

« Le cortège a défilé autour de l'arbre, aux chants de la Marseillaise, et bientôt une confusion animée et joyeuse a succédé à la régularité officielle de la cérémonie. Le soir, toutes les maisons du quartier ont été illuminées ; la violence du vent a malheureusement nui au coup d'œil.

« Un intérêt tout particulier s'attachait à cette fête. Cette plantation d'un arbre de la liberté était la première à Toulouse depuis la révolution. Nous faisons des vœux ardents pour qu'elle soit bientôt suivie de manifestations semblables. Chaque quartier de la ville doit avoir son arbre de la liberté. Il est indispensable de rendre au peuple ses fêtes révolutionnaires, dont l'exaltation et l'enthousiasme ont toujours été le salut de la chose publique et la force de la révolution.

« Nous avons remarqué l'absence rationnelle du clergé dans cette circonstance. Nous entrons dans une ère de liberté, d'égalité, de fraternité : est-ce bien se montrer conséquent avec cette sublime devise que de donner, dans une fête populaire, une place exclusive au culte catholique ? peut-on se dire révolutionnaire lorsqu'on ne possède même pas la logique de la révolution. »

— Avant-hier dimanche, un banquet patriotique, tel que nous n'en avions jamais vu dans Marseille, a eu lieu dans la plaine du Pharo. La foule était fort grande ; beaucoup de convives avaient amené leurs femmes et leurs enfants. Le coup d'œil de ce banquet était réellement imposant, la plus franche fraternité y régnait, et rien n'est venu troubler cette pacifique réunion.

La présence de notre jeune commissaire, M. Ollivier, qui était venu fraterniser avec les convives, a produit le plus heureux effet. Il a été accueilli par tout le monde avec cordialité et sympathie.

Les convives et tous ceux qui étaient venus assister en curieux à ce banquet sont rentrés pacifiquement en ville précédés de drapeaux.

— Les grenadiers du troisième bataillon de la garde nationale se sont réunis dans un banquet dimanche 2 avril ; plusieurs toasts ont été portés par différents gardes nationaux, et un entre autres par leur digne commandant, M. Charbonnier : « A la réhabilitation de la mémoire du maréchal Ney. » Dans une allocution chaleureuse, il a rappelé aux représentants de l'armée qui assistaient au banquet que les citoyens qui fraternisaient avec eux n'avaient pas oublié une des plus belles gloires militaires, celui que le plus grand capitaine de l'Europe appelait le Brave des Braves.

Dans cette cordiale réunion, la gaieté la plus franche resserait les liens qui unissent à jamais la garde nationale avec l'armée.

Les Polonais résidant à Angers ne faisaient pas faute à cette réunion, car partout et en toute circonstance nos anciens compagnons d'armes sont appelés à ces fêtes de famille.

Des toasts ont été échangés entre eux et les autres convives.

A l'issue du repas, une collecte a été faite. Elle a produit une somme de 60 f. 50 c., qui a été versée au bureau de bienfaisance. (Précurseur de l'Ouest.)

— Les ouvriers de l'usine du citoyen Huau, de Kerinou, presque tous pères de famille, désirant participer aux énormes dépenses que fait en ce moment le gouvernement de la République pour venir en aide à leurs frères innocents, viennent de lui offrir une somme de cent francs produite par l'atandon d'un jour de solde.

Le citoyen Huau a remis aujourd'hui même cette somme au sous-commissaire de l'arrondissement. (Finistère.)

— La mort vient encore de frapper une des vieilles gloires de l'empire. Le général Fournier-Sarlovèze, qui avait gagné ses grades sur les champs de bataille de l'Europe et avait pris part à toutes nos grandes victoires, vient de succomber à l'âge de soixante-douze ans, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. (Censeur.)

#### Étranger.

##### ANGLETERRE.

Les derniers avis de Londres sont d'une importance capitale. Dans la séance des communes du 6 avril, le secrétaire d'Etat de l'intérieur, sir G. Grey, a déclaré que le gouvernement considérait comme illégale la

grande procession chartiste indiquée pour le 10 avril, et qu'il invitait tous les sujets paisibles de S. M. à s'abstenir d'y prendre part.

Le ministre a ajouté que, dès le lendemain, il demanderait l'autorisation de présenter un bill destiné à donner plus de sécurité à la couronne et au gouvernement du royaume.

En un mot, le cabinet Russell demande des pouvoirs extraordinaires pour empêcher une démonstration chartiste, comme le cabinet Guizot a empêché le banquet réformiste.

Il y a là une analogie qui n'échappera à personne, et, s'il faut exprimer notre pensée tout entière, nous dirons qu'il ne serait pas impossible que les événements qui se préparent rendissent cette analogie complète.

#### ITALIE.

Le même enthousiasme règne toujours en Piémont, et ce pays est transformé en une vaste place d'armes.

Le roi Charles-Albert était le 31 mars à Lodi, avec le gros de l'armée piémontaise. Il a lancé de cette ville la proclamation suivante :

« Soldats !

« Nous avons passé le Tessin, et nos pieds foulent enfin la terre sacrée de Lombardie !

« J'ai des éloges à donner à l'ardeur avec laquelle vous avez fait en 72 heures une marche forcée de 110 milles.

« Un grand nombre d'entre vous, accourus des confins les plus éloignés du royaume, ont à peine pu rejoindre les drapeaux à Pavie ; mais ce n'est pas le moment de parler de repos : nous jouirons de cette récompense après la victoire.

« Soldats ! grande et sublime est la mission à laquelle la divine Providence a voulu nous appeler dans ses hauts desseins ; c'est à nous qu'il appartient de délivrer notre patrie commune, cette terre sacrée d'Italie, de la présence de l'étranger, qui, depuis plusieurs siècles, la foule et l'opprime ; les âges à venir nous envieront les nobles lauriers que Dieu nous promet. Dans peu de jours, dans peu d'heures, nous nous trouverons en face de l'ennemi ; pour vaincre, il suffira que vous vous rappeliez vos gloires de huit siècles et les actions immortelles du peuple milanais ; il suffira que vous vous rappeliez que vous êtes des soldats italiens.

« Vive l'Italie ! »

Une autre proclamation, également datée du quartier général de Lodi, le 31 mars, est adressée aux Italiens de la Lombardie, de l'Etat vénitien, de Plaisance et de Reggio, pour les appeler aux armes, en leur annonçant la marche des troupes piémontaises.

#### Faits divers.

— La forêt nationale de Chaux est dévastée par les riverains, qui ne reconnaissent plus l'autorité des gardes.

— Les infractions à la circulaire du maire de Paris qui défend les décharges d'armes à feu, etc., sont réprimées avec une juste sévérité par la population. Dans la soirée d'hier, deux individus ayant tiré deux coups de fusil de leurs fenêtres, dans le quartier de la Cité, ont pu voir à l'instant même leur maison cernée par les passants, qui ont réclamé leur arrestation près d'une patrouille de la garde nationale. Les gardes nationaux, faisant droit à cette demande, ont arrêté ces deux hommes et les ont conduits au poste voisin, aux applaudissements de la foule.

— On nous communique la statistique suivante des magistrats, des fonctionnaires, des employés de tout genre qui composent les diverses administrations. Nous la mettons sous les yeux de nos lecteurs pour faire connaître combien il existe de sinécures et quelles immenses ressources de prochaines réformes se préparent à la République.

Il y a en France 749 agents de change, 4,951 avoués, 228 caissiers payeurs, 91 commissaires priseurs, 789 agents comptables de douane, 2,789 agents de contributions indirectes, 4,145 agents de l'enregistrement, 855 greffiers de tribunaux, 5,896 greffiers de justice de paix, 12,290 huissiers, 15,850 notaires, 16,977 percepteurs, 1,990 agents comptables de la poste, 15,248 receveurs communaux, 146 receveurs généraux, 400 receveurs particuliers, 15 secrétaires d'écoles de droit, 40 divers, 50,000 débitants de tabac, 395 agents d'octroi, etc., etc., dont le Gouvernement provisoire peut immédiatement doubler les cautionnements qui sont insignifiants. En un mois, il aura 100,000,000 dans ses caisses.

— Par un nouvel ordre du jour signé du directeur des ateliers nationaux, le citoyen Emile Thomas, voici comment auront lieu les nouveaux embrigadements dans les douze légions de travailleurs :

Le 10 avril, rue de Chartres, 11<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> ; le 11, 8<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> ; le 12, 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ; le 13, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> ; le 14, 6<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> ; le 15, 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup>.

— Les échanges d'argenterie contre du numéraire augmentent chaque jour à la Monnaie.

Les opérations quotidiennes, qui étaient descendues de 200,000 fr. à 110 et même 100,000 fr., sont remontées à 200,000 fr.

On trouve journellement 120,000 pièces de 5 fr., soit 600,000 fr.

— Tous les jours on lit dans le Moniteur que les employés des diverses administrations offrent à la République une journée de leur traitement. Pour les petits employés, qui suivent aussi l'exemple donné par les ouvriers de l'industrie, c'est une conduite toute patriotique. C'est un sacrifice important sur un salaire souvent insuffisant. Mais pour les fonctionnaires à gros traitement qui figurent dans ces offrandes à la patrie, c'est une véritable dérision. Espèrent-ils, en sacrifiant un trentième de leurs riches appointements, sauver le surplus de la réduction radicale qui est inévitable ?

— Le frère Léotade a été condamné aux travaux forcés à perpétuité et à l'exposition avec écriture. Le jury a admis des circonstances atténuantes.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CABAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.